

Commission de l'Intérieur, de la
Sécurité, de la Migration et des
Matières administratives

du

MERCREDI 8 MARS 2023

Après-midi

Commissie voor Binnenlandse
Zaken, Veiligheid, Migratie en
Bestuurszaken

van

WOENSDAG 8 MAART 2023

Namiddag

De openbare commissievergadering wordt geopend om 14.25 uur en voorgezeten door de heer Ortwin Depoortere.

La réunion publique de commission est ouverte à 14 h 25 et présidée par M. Ortwin Depoortere.

De teksten die in cursief zijn opgenomen in het Integraal Verslag werden niet uitgesproken en steunen uitsluitend op de tekst die de spreker heeft ingediend.

Les textes figurant en italique dans le Compte rendu intégral n'ont pas été prononcés et sont la reproduction exacte des textes déposés par les auteurs.

- 01** Débat d'actualité (art. 128 Rgt.) sur les zones de police locale et questions jointes de
- Eric Thiébaut à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "Les États généraux de la police" (55033632C)
 - Eric Thiébaut à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "Le financement des zones de police" (55034279C)
 - Sigrid Goethals à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "L'accroissement d'échelle de la police locale" (55034380C)
 - Franky Demon à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "La police de l'avenir" (55034404C)
 - Caroline Taquin à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "Les déclarations sur la fusion des zones de la police locale" (55034452C)
 - Vanessa Matz à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "L'agrandissement des zones de police" (55034707C)
 - Nabil Boukili à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "La fusion des zones de police" (55034770C)
 - Daniel Senesael à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "Les zones de police" (55034780C)
 - Julie Chanson à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "La fusion des zones de police" (55034823C)
 - Ortwin Depoortere à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "Les déclarations sur la fusion des zones de police locale" (55034863C)
 - François De Smet à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "La diminution du nombre de zones de police de 184 à 40 avant 2030" (55034921C)
- 01** Actualiteitsdebat (art. 128 Rgt.) over de lokale politiezones en toegevoegde vragen van
- Eric Thiébaut aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De Staten-Generaal van de Politie" (55033632C)
 - Eric Thiébaut aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De financiering van de politiezones" (55034279C)
 - Sigrid Goethals aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De opschaling van de lokale politie" (55034380C)
 - Franky Demon aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De politie van de toekomst" (55034404C)
 - Caroline Taquin aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De uitspraken over de fusie van de lokale politiezones" (55034452C)
 - Vanessa Matz aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "Grotere politiezones" (55034707C)
 - Nabil Boukili aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De fusie van de politiezones" (55034770C)
 - Daniel Senesael aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De politiezones" (55034780C)
 - Julie Chanson aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De fusie van de politiezones" (55034823C)
 - Ortwin Depoortere aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De uitspraken over de fusie van de lokale politiezones" (55034863C)
 - François De Smet aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De vermindering van het aantal politiezones van 184 naar 40 tegen 2030" (55034921C)

01.01 Éric Thiébaut (PS): Monsieur le président, madame la ministre, le financement des zones de police me tient à cœur puisque je suis président de l'une d'entre elles. En 2022, nous vous avions interpellée et appelée à l'aide pour le financement des zones. En effet, les dotations des zones de police sont fixées sur la base de l'année précédente.

Au départ, les zones reçoivent des instructions de leur tutelle pour inscrire des dotations fédérales qui correspondent à ce qu'elles avaient reçu l'année d'avant. Mais ce système ne tient pas compte de l'indexation nécessaire à ces dotations.

En réalité, le système actuel fait que les dotations sont ajustées en fin d'année, au mois de décembre,

lorsque vous prenez un arrêté royal pour ajuster les dotations à l'indice santé et, dès lors, à l'indexation des salaires.

Vous aviez, l'année dernière, accepté d'envoyer une circulaire avant la fin de l'année à toutes les zones pour leur permettre d'ajuster leurs dotations en se basant sur les prévisions de la Banque nationale, ce qui avait beaucoup aidé les zones de police.

Cette année, nous nous trouvons devant le même problème car, comme l'année dernière, l'inflation est importante. Si je prends le cas de ma zone de police, il faut augmenter de 9 % à 10 % les frais de personnel en raison de l'indexation des salaires – et c'est le cas de tous les pouvoirs publics. Mais à partir du moment où, dans une zone de police, le financement de l'institution est assuré à moitié par le fédéral et à moitié par les communes, et si cette augmentation de 9 à 10 % est juste assumée par les communes, en réalité, cela représente une augmentation de 18 %. Aujourd'hui, les zones de police doivent demander aux communes membres des zones d'augmenter leur dotation de 18 % en moyenne, partout dans le pays. C'est très lourd pour les communes. Alors que, de toute façon, le fédéral sait très bien qu'il indexera la dotation en fin d'année.

Je réitère donc la demande que je vous avais adressée l'année dernière, à savoir: ne peut-on pas anticiper l'indexation des dotations aux zones de manière à aider les communes et à faire en sorte que les communes ne soient pas les banquiers de l'État fédéral

J'en viens à présent à ma question sur les États généraux de la police (SEGPOL). Madame la ministre, comme nous pouvions le lire dans votre note de politique générale pour 2023, les activités des États généraux de la police se poursuivent et devraient bientôt connaître plusieurs étapes importantes. Nous avons d'ailleurs été invités à participer bientôt à une séance de clôture. L'une des missions principales du SEGPOl concerne la révision du financement de la police et l'optimisation d'échelle des zones de police. Dans cette optique, la Commission multidisciplinaire sur le financement et l'échelle optimale de la police locale (CMFE) a été créée en 2021. Au sein de cette Commission, deux groupes de travail ont été mis en place: le groupe de travail "fonctionnalités de base" et le groupe de travail "financement alternatif".

Évidemment, les travaux du SEGPOl et de la CMFE sont étroitement liés au débat sur la norme KUL, que l'accord de gouvernement reconnaît être obsolète et devant être adaptée à la réalité d'aujourd'hui afin de permettre à nos zones de remplir l'ensemble de leurs missions. Mon groupe dispose d'ailleurs d'un texte en ce sens.

Madame la ministre, pourriez-vous faire le point sur l'état d'avancement du SEGPOl, l'agenda et les ambitions qui animent ses travaux? Les délais indiqués dans votre note de politique générale seront-ils tenus concernant les différentes étapes et ses conclusions finales? Enfin, concernant la révision de la norme KUL, depuis mes précédentes questions, pouvez-vous faire le point sur les travaux de la CMFE et de ses groupes de travail ainsi que m'indiquer le cadre, les instructions et les missions que vous leurs avez communiquées?

01.02 Sigrid Goethals (N-VA): Mevrouw de minister, we hebben hier al een aantal keer gedebatteerd rond de opschaling van de lokale politiezones en zijn alvast benieuwd wat de resultaten zijn van de staten-generaal, die binnenkort wordt georganiseerd.

Om de basispolitiezorg te kunnen blijven garanderen, is een opschaling van de politiezones jammer genoeg onvermijdelijk. Voor het gehele en brede takenpakket dat de lokale politie vandaag op zich moet nemen, is de huidige schaal voor velen te klein geworden. Een groter korps biedt de ruimte om het takenpakket meer te specialiseren en het personeel efficiënter in te zetten, zo bleek al uit de studie van de UGent betreffende de politiehervorming.

Enige tijd geleden gaf u in het radioprogramma *De Ochtend* uw visie op die realiteit. U opperde toen een drastische herstekening van 184 naar 40 politiezones, met korpsen van ongeveer 500 agenten. Simultaan wilt u natuurlijk ook de financiering herbekijken en in financiële incentives voorzien om fusies mogelijk te maken. Fuseren betekent niet altijd een besparing; men moet altijd het volledige plaatje bekijken.

U beklemtoont dat u zoveel mogelijk bakens wilt verzetten. Kunt u dat wat toelichten? Welke stappen zult u concreet nog ondernemen? Wat wenst u nog te bereiken in deze legislatuur? U hebt eigenlijk nog maar een jaar om iets te doen; de tijd gaat snel.

Wanneer komt u met een effectief plan om vrijwillige fusies te stimuleren? Denkt u ook aan een verplichting wanneer fusies uitbliven?

01.03 Franky Demon (cd&v): Mevrouw de minister, kleine politiezones hebben het alsmaar moeilijker. Met minder personeel en middelen wordt van hen dezelfde dienstverlening verwacht als van de grotere korpsen. Ze vinden niet voldoende personeel voor de uitoefening van alle basisfuncties. Bovendien kwamen er de jongste jaren almaar meer taken bij die meer specialisatie vereisen. Na 20 jaar is een nieuwe hervorming van ons politielandschap dan ook noodzakelijk.

U deed alvast een concreet voorstel: tegen 2030 wilt u evolueren naar politiezones van minimaal 500 medewerkers. Daardoor zou nog een veertigtal zones kunnen overblijven. Voor ons zijn daarbij twee elementen cruciaal. Ten eerste mag een schaalvergroting nooit ten koste gaan van nabijheid. In Nederland zijn grotere politiezones al een feit. Daar merken ze evenwel dat men in bepaalde buurten ver moet rijden naar een politiecommissariaat. We hameren er dan ook op dat de nabijheid van de politie bewaakt wordt. Het wijkkantoor moet het kloppende hart van de dienstverlening door de lokale politie blijven. Ook via innovatieve toepassingen kan ervoor worden gezorgd dat de politie de klok rond, zeven dagen per week, bereikbaar is.

Ten tweede mogen fusies nooit van bovenaf worden opgelegd. Vrijwilligheid is het codewoord. Het regeerakkoord voorziet in een nieuw financieringsmechanisme ter vervanging van de KUL-norm. Dat hangt samen met schaalvergroting. Een nieuw financieringsmechanisme moet een optimale schaalgroottes van de lokale politiezones stimuleren.

In januari werd bij de FOD Binnenlandse Zaken een begeleidingscel opgericht die lokale politiezones moet bijstaan bij een eventueel fusieproces. Zijn er al zones die een beroep hebben gedaan op de diensten van die cel? Zo ja, hoeveel?

De staten-generaal van de politie komt eind maart met zijn aanbevelingen inzake financiering, schaalvergroting en politieonderwijs. Wat zijn de volgende stappen? Zult u de werkzaamheden om gevolg te geven aan de aanbevelingen op korte termijn opstarten? Zal de opgerichte begeleidingscel een rol spelen in het proces?

Experts zijn het erover eens dat het debat over schaalvergroting van de politiezones gepaard moet gaan met een nieuwe taakverdeling tussen de lokale en de federale politie. Wordt dat element meegenomen? Sluiten de fusies van de politiezones aan bij de regio's die in Vlaanderen zijn vastgelegd?

Deelt u onze visie dat fusies niet van bovenaf mogen worden opgelegd?

01.04 Caroline Taquin (MR): Madame la ministre, comme mes collègues, j'ai pu prendre connaissance de vos déclarations concernant votre vision de l'avenir de nos services de la police locale. J'ai aussi pu vous entendre dire, au Parlement, que des études scientifiques et des témoignages émanant du terrain font état de la nécessité de fusionner les services de la police locale en 40 zones de 500 policiers minimum et que votre première phase de travail privilégiait la fusion volontaire des zones.

Vous savez en outre que la question première de la qualité du travail de policier repose sur deux enjeux principaux: la formation et l'équipement des policiers, et le financement des services de la police locale. Des réformes en la matière ont vu le jour, mais des attentes bien légitimes restent pendantes en matière d'équipement et de matériel et au niveau de la révision du financement. L'accord de gouvernement prévoit d'ailleurs, faut-il le rappeler, la réforme de la norme KUL. C'est donc avec un certain étonnement que j'ai pu vous lire à propos de cette vision d'avenir qui semble enjamber des défis actuels et concrets, évidents et connus, pour exprimer une situation future qui est, à ce stade, bien virtuelle.

Quelles sont les études scientifiques qui font état de la nécessité de zones de police de minimum

500 policiers opérationnels? Quelles analyses de terrain avez-vous reçues demandant la fusion des zones pour mettre en œuvre seulement 40 zones dans le pays? Combien de zones ont-elles fusionné volontairement ces quatre dernières années? Où en êtes-vous, aux côtés du groupe de travail *ad hoc*, dans l'analyse et la prise de décisions pour réformer la norme de financement KUL? Quelles mesures budgétaires sont-elles prévues lors de ce conclave budgétaire de mars pour activer l'accord sectoriel? Quelles négociations sont-elles en cours avec les communes du pays dans le cadre du financement des zones de police? Enfin, êtes-vous favorable à une fusion contrainte des zones de police?

01.05 Vanessa Matz (Les Engagés): Madame la ministre, effectivement, nous avons été assez surpris par vos déclarations sur votre vision de la police moderne, en tout cas selon vos propres mots. Vous justifiez l agrandissement des zones de police en déclarant ceci: "Sur la base de recherches d experts, de conclusions des États généraux de la police et d entretiens avec les collaborateurs de terrain, je propose d évoluer vers des zones de police d au moins 500 policiers opérationnels d ici 2030, par le biais de fusions volontaires. De cette manière, notre pays comptera alors une quarantaine de zones de police". Si effectivement, c est peut être une réflexion à mener, je pense comme d autres que les priorités de la police dans son ensemble, et plus particulièrement des polices locales, ne se situent évidemment pas dans le fait de savoir si elles doivent fusionner ou pas de manière volontaire.

Vous dites toujours "dans un premier temps sur base volontaire". Est-ce à dire que dans un second temps, vous envisagez la contrainte? Les enjeux sont évidemment ceux du financement. Je vous rappelle que dès le début de la législature, nous avons déposé une proposition de loi qui est toujours pendante. Nous avons mené de nombreux travaux sur des auditions par rapport à la révision de la norme KUL et du financement de ces zones de police. Nous avons abordé la question de la formation et de meilleures collaborations avec la police fédérale pour la répartition des tâches. On sait que notamment, la police fédérale doit venir en appui de la police locale. On voit à bien des égards que c'est souvent l'inverse. Il semble que cette priorité soit un peu anachronique par rapport aux enjeux qui doivent présider à votre réflexion.

Lors de la précédente législature, il y a déjà eu une réflexion sur le sujet. Les experts avaient déclaré que les zones de police étaient viables à partir d'un effectif minimal de 75 policiers. Ce chiffre est évidemment très loin des 500 policiers que vous avancez. Par conséquent, je souhaiterais savoir sur quelle base ce chiffre de 500 a été avancé. Qu'est-ce qui le justifie? Votre projet paraît bien ambitieux puisque sur les 184 zones de police actuelles, il en resterait, à terme, seulement une quarantaine. Pour l'étude précitée, il ressort, dans le chef des autorités locales, une volonté de renforcer la collaboration entre les zones de police, mais il n'en ressort pas une volonté de fusion. Dès lors, comment comptez-vous atteindre votre objectif? Quel est l'état d'avancement de ce projet actuellement? S'agissait-il d'une réflexion qui vous passait par la tête ou est-ce déjà une idée sur laquelle vous avez avancé, notamment avec l'administration, et pour laquelle vous comptez présenter un projet avant la fin de la législature?

01.06 Nabil Boukili (PVDA-PTB): Monsieur le président, madame la ministre, vous avez fait part de votre projet de passer de 184 zones de police sur tout le pays à seulement 40 zones. Les polices locales couvrirait dès lors des territoires plus étendus, le critère étant d'arriver à au moins 500 policiers par zone.

Cette nouvelle n'est pas très bien accueillie par les policiers. La crainte est que la police "locale" perde justement son ancrage local et que cela ait des impacts sur la police de proximité. Les policiers disent ne pas avoir été concertés et se demandent quel est l'objectif poursuivi par cette réforme.

Madame la ministre, je souhaiterais dès lors vous poser ces questions qui se posent sur le terrain. Les différentes zones de police et les syndicats ont-ils été consultés avant de choisir d'aller dans cette direction? Quel a été le résultat de cette consultation? Quel est l'objectif poursuivi par cette réforme? Dans la presse, vous évoquez une étude de l'Université de Gand qui va dans ce sens. Pouvez-vous la rendre publique? Quelles sont les conclusions de cette étude? Que répondez-vous aux craintes relatives au service de proximité? Ces fusions entraîneront-elles la suppression de commissariats?

01.07 Daniel Senesael (PS): Madame la ministre, depuis plusieurs mois, vous évoquez l'idée d'une fusion de nos zones de police dans le but, d'une part, de faire des économies budgétaires d'échelle et, d'autre part, de réunir des capacités matérielles et humaines. En avril 2022, vous annonciez, à ce propos, la création d'une commission pluridisciplinaire en vue d'étudier le sujet, jugeant nécessaire la tenue d'un débat de fond sur le modèle actuel de la police.

Soutenant les fusions volontaires jusqu'ici, vous indiquez, encore tout récemment, dans la presse et en séance plénière ici-même à la Chambre, votre ambition de réduire le nombre actuel de 184 zones de police à 40, afin de former des entités de minimum 500 collaborateurs opérationnels, expliquant vous baser sur des études scientifiques et des discussions de terrain.

Cette annonce, qui s'insère dans votre vision globale depuis plusieurs mois désormais, a été reçue avec remous par les représentants syndicaux policiers et par les chefs de corps de nos zones qui s'inquiètent de l'efficacité de cette proposition, ainsi que de la possible perte de proximité de leurs services.

Madame la ministre, à titre informatif, sur quelles études scientifiques basez-vous votre objectif de fusion de nos zones de police? Pouvez-vous m'en dire davantage sur les travaux du groupe de travail que vous avez constitué à ce sujet quant à sa composition, sa mission et son agenda, ainsi que ses conclusions?

Quels changements et conséquences, une fusion potentielle et à telle échelle entraînerait sur l'organisation des services de police et, plus précisément, sur la proximité de nos zones de police locales? Comment tenir compte des réalités - notamment géographiques - du terrain dans une telle approche?

Des évaluations des fusions déjà effectuées existent-elles à cet égard? Pouvez-vous en partager les conclusions avec nous? Enfin, qu'en est-il de la concertation sociale à propos de ce projet de restructuration d'envergure?

01.08 Julie Chanson (Ecolo-Groen): Monsieur le président, madame la ministre, le projet que nous évoquons cet après-midi fait écho aux États généraux de la police qui se tenaient en mai dernier - presqu'un an déjà - et au cours desquels le Pr Janssens dévoilait devant l'assemblée présente les résultats de sa recherche sur les fusions des zones de police.

En très résumé: tantôt les fusions peuvent permettre des synergies et réduire les coûts, tantôt les multiplier. Tantôt les fusions peuvent satisfaire les chefs de corps et les bourgmestres, tantôt non. Globalement, les fusions permettraient néanmoins de mieux assurer les sept missions de base de la police locale. C'est ce que semble montrer les entretiens réalisés par le Pr Janssens avec différents représentants politiques et policiers des zones flamandes et de la zone wallonne ayant déjà entamé cette procédure de fusion.

Seulement 40 zones de police, c'est maintenant l'objectif que vous annoncez! Et pour y arriver, vous espérez l'adhésion volontaire des collèges de police et des chefs de corps, sans lesquels rien n'est possible.

Ce projet suscite de vives réactions et on peut le comprendre.

Madame la ministre, avec 40 zones de police sur tout notre pays au lieu de 184, aurons-nous encore la garantie que la police locale demeure vraiment locale? Comment concilier votre souhait de fusion avec la nécessité de renforcer notre police de proximité?

Pour l'heure, ni les collèges de police, ni les chefs de corps, ni les agents sur le terrain ne sont très favorables à des fusions. Puisque l'adhésion spontanée semble faire défaut, que comptez-vous faire? Envisagez-vous d'imposer les fusions, puisque jusqu'ici, vous énoncez une première phase de fusion volontaire?

Avez-vous consulté les pouvoirs locaux et les chefs de corps concernant les différentes zones? L'objectif de 40 zones de police locale a-t-il fait l'objet d'un accord au sein du gouvernement ou est-ce un projet qui, pour l'heure, n'engage que vous?

Certains ont parlé de la révision inévitable de la norme KUL. J'espère que vous pouvez répondre aux questions qui concernent cette inévitable réforme. J'aimerais également savoir si vous avez un plan pour stimuler cette procédure pour parvenir à ces 40 zones.

Enfin, si je compare avec les zones de secours, qui sont au nombre de 34, on peut imaginer que l'objectif est aussi de rendre cette fusion efficace et efficiente entre le travail et la collaboration de zones de police mais aussi de zones de secours. Envisage-t-on, à un moment donné, de faire correspondre territorialement et géographiquement parlant les zones de secours aux zones de police dans le cadre de cette future fusion? Je sais que ce projet était déjà dans la tête de certains, lors de la mise en place de la réforme des zones de secours, mais vu qu'en Belgique, on ne fait jamais les choses de manière très simple, on a préféré à l'époque dessiner 184 zones de police plutôt que de les faire coller aux zones de secours lorsqu'on a entrepris la réforme des zones. Bref, a-t-il été envisagé, à un moment donné, de faire se correspondre des zones qui travaillent finalement ensemble, main dans la main?

01.09 **Ortwin Depoortere** (VB): Mevrouw de minister, onlangs pakte u uit met plannen over schaalvergrooting van de politiezones, die minimaal 500 agenten zouden tellen. In de praktijk zou het aantal politiezones van 184 naar 40 zones worden herleid.

De timing van de bekendmaking van uw plannen is wat vreemd, aangezien dergelijke voorstellen al zeer lang worden besproken en de staten-generaal net de komende maand zijn aanbevelingen, waaronder wellicht ook over schaalvergrooting, zal bekendmaken. Het debat over de schaalvergrooting sluit ook nauw aan bij dat over de kerntaken van de lokale en federale politie en dat over de financiering. Vriend en vijand zullen intussen moeten erkennen dat de verouderde KUL-norm in dat verband moet worden herzien. Voorts rijst er toch wel onduidelijkheid waar, wanneer en op welke manier u de fusies wilt doorvoeren.

Mevrouw de minister, wat is de rol nog van de staten-generaal van de Politie? Wat is het vervolgtraject van SEG-POL na de aanbevelingen die we de komende maand mogen verwachten?

Wanneer ziet u de fusies haalbaar? Vindt u uw plannen nog deze legislatuur uitvoerbaar of zult u die op de lange baan schuiven? Wordt de mogelijkheid onderzocht om in Vlaanderen met meerdere proefprojecten te werken, indien Wallonië niet akkoord gaat?

Hoe ziet u de verdeling van de taken tussen de lokale en de federale politie?

Op welke manier wilt u de nieuwe financieringswijze aansluiting doen vinden met het hertekende politielandschap?

01.10 **François De Smet** (DéFI): Madame la ministre, il y a quelques semaines, je vous interrogeais sur votre intention affichée par voie de presse de réduire les zones de police. En réponse, vous aviez précisé que sur base de recherches d'experts, des conclusions des États généraux de la police et d'entretiens avec les collaborateurs de terrain, vous privilégieriez des zones de police comprenant au moins 500 effectifs et que les fusions se feraient sur base volontaire, au moyen notamment d'incitants financiers.

Vu les retours des acteurs de terrain, ce serait un euphémisme de dire que d'importants doutes sont exprimés quant à la volonté, la faisabilité, l'efficacité et même la nécessité de réformer le système actuel de cette manière.

Madame la ministre, pouvez-vous nous communiquer les chiffres et les études sur base desquels vous justifiez la nécessité de procéder à cette réforme? Estimez-vous à ce point inefficace le travail de nos zones de police locale que pour procéder à un changement de paradigme aussi important, d'autant plus si vous déclarez que l'objectif n'est pas de faire des économies? Pourriez-vous objectiver le gain qu'une telle réforme apporterait par rapport à ce qui est fait actuellement?

Pouvez-vous également nous donner la liste de toutes les parties prenantes que vous avez consultées pour arriver à ces propositions de rationalisation? De nombreuses voix vous reprochent un manque de concertation, comment vous en défendez-vous? Les principaux syndicats policiers rejettent complètement votre proposition, que répondez-vous à leurs arguments?

Concernant les fusions sur base volontaire, avez-vous procédé à une consultation des différentes zones pour savoir combien d'entre elles sont disposées à fusionner? Dans la négative, comptez-vous le faire, par exemple sur base d'un questionnaire?

Vous avez évoqué en plénière que les fusions volontaires seraient "une première phase", envisagez-vous d'imposer des fusions? Si oui, dans quelle mesure et dans quels délais?

Avez-vous déjà effectué des évaluations des fusions qui ont déjà été actées?

Enfin, quelles garanties pouvez-vous donner que nos concitoyens disposeront toujours d'une police de proximité présente et efficace?

01.11 Annelies Verlinden, ministre: Mijnheer de voorzitter, chers collègues, tout d'abord, en ce qui concerne les questions relatives aux États généraux, les différents partenaires-clefs ont retroussé leurs manches au cours des deux dernières années, en vue d'identifier les défis qui s'imposent à la police et de formuler des recommandations pour l'avenir. Les résultats des nombreuses tables rondes et des séminaires ont été rassemblés dans une publication qui me sera remise lors de l'événement de clôture en date du 21 mars. Elle contiendra des recommandations concrètes – ce qui était le but des États généraux. À partir de là, nous pourrons développer la future direction de la police.

Bien entendu, notre réflexion sur l'avenir de la police ne se cantonne pas aux États généraux. À partir de plusieurs thèmes qui ont été traités, nous allons l'approfondir dans les mois à venir. Ainsi, les conclusions des groupes de travail sur les fonctionnalités de base et le financement seront présentées ce mois-ci à la Commission multidisciplinaire. Je leur ai proposé comme objectifs, premièrement, de préciser la nature d'un service de police de base équivalent et de le relier à certaines normes et, deuxièmement, de déterminer si des financements supplémentaires sont possibles, en complément au financement général. Je pense, par exemple, à un service payant de la police.

La réforme du modèle de financement général constitue la prochaine étape. Néanmoins, étant donné son importance et son impact majeur, nous devons l'entreprendre en toute connaissance de cause. Une mission de recherche a été lancée dans le but de dresser un portrait de la santé financière des différentes zones de police. Elle devrait se poursuivre durant six mois. Cette image sera employée lors d'analyses ciblées qui serviront de base à l'élaboration d'un nouveau modèle de financement durable, en concertation avec les zones de police, les communes et les autres partenaires. Un élément-clef de la recherche est la répartition entre le financement communal et fédéral. C'est un dossier qui est évidemment complexe. Néanmoins, je souhaite tracer les grandes lignes d'une nouvelle loi de financement sous cette législature.

Velen onder u hebben ook vragen gesteld over de schaalvergrotting. Vooreerst zie ik het als minister van Binnenlandse Zaken als mijn taak om problemen correct te analyseren en te benoemen en daarbij uitdagingen in kaart te brengen en de juiste oplossingen op de rails te zetten. Met de toelichting over de schaalvergrotting van de politiezones wil ik ook het pad effenen voor de toekomst. Het is duidelijk dat wij dat in de komende maanden niet allemaal meer zullen kunnen realiseren, maar het is wel mijn ambitie om het traject voor te bereiden, zodat vanaf 2024 concrete stappen kunnen worden gezet. Overigens spreken lokale overheden, in casu burgemeesters, en korpschefs mij geregeld aan met de vraag welke richting zij moeten uitgaan om de toekomst van de politie voor te bereiden.

Sommige, vaak al te kleine, politiezones kunnen niet langer het hoofd bieden aan complexe uitdagingen, waardoor de kwaliteit en de aard van de dienstverlening aan de burger soms ernstig verschilt van zone tot zone. Kleine zones met te weinig operationele, logistieke en administratieve medewerkers zijn vaak niet meer uitgerust om de huidige en toekomstige zone- en grensoverschrijdende uitdagingen gelinkt aan de strijd tegen drugsmokkel, cybercrime en mensenhandel en aan gespecialiseerde hulp aan bijvoorbeeld slachtoffers van seksueel misbruik of intrafamiliaal geweld aan te gaan. In grotere zones is meer specialisatie mogelijk, waardoor die beter kunnen voorzien in de gespecialiseerde politiehulp die de mensen vandaag verwachten van de politie. Minder politiebegeleiding, minder bijstand, minder zichtbaarheid van de politie zijn dus geenszins de bedoeling, wel het aanbieden van de juiste en kwaliteitsvolle diensten aan de bevolking.

Het is voor mij ook heel duidelijk dat de schaalvergrotting geen besparingsoperatie kan of mag zijn. Integendeel, voor mij betekent schaalvergrotting dat men de krachten bundelt en dat men meer kan doen met dezelfde middelen. Door een efficiëntere inzet van politiemensen en -middelen kunnen wij onze bevolking een kwaliteitsvolle dienstverlening garanderen.

Schaalvergrotting betekent niet dat de nabijheid in de politiezones teloorgaat. Integendeel, volgens mij

kan schaalvergroting ervoor zorgen dat politie net dichter bij de mensen komt, waar ze de politie nodig hebben, omdat er ingezet wordt op voldoende wijkcommissariaten, met wijkinspecteurs op het terrein, die de eerste ogen en oren van de politiediensten zijn, commissariaten die dynamisch en flexibel kunnen worden georganiseerd, bijvoorbeeld door hen te huisvesten in grote winkelcentra of postkantoren, dicht bij de mensen.

De organisatie van de politiezone op een grotere schaal laat precies een heel gerichte en adequate wijkdienstverlening toe. Onze wijkinspecteurs zijn cruciaal om bijvoorbeeld voortekenen van jeugddelinquentie, huiselijk geweld of zelfs terrorisme sneller te detecteren. Wijkinspecteurs kunnen ook helpen bij bepaalde recherche. We moeten dus blijven zorgen voor een goede doorstroming van wat de wijkinspecteurs aan informatie verzamelen naar de lokale recherche en de zoneoverschrijdende recherche zoals de FGP of het federaal parket.

Studies tonen alvast aan dat de organisatie van de lokale politie in grotere zones de synergie met de federale politie ten goede komt. Vandaag is er inderdaad te weinig specialisatie bij de lokale zones, waardoor de taakverdeling tussen de federale en de lokale politie vervaagt. Met sterke lokale zones kan er heel gericht ingezet worden, bijvoorbeeld ook op lokale recherche, waardoor de federale politie zich ook zal kunnen herdefiniëren en haar capaciteit opnieuw ten volle kan oriënteren naar de kerntaak van doorgedreven specialisatie en ondersteuning. De nieuwe uittekening van die relatie draagt dus bij tot een efficiëntere efficiënte dienstverlening.

Vous m'avez demandé sur quelle étude on s'est basé pour donner cette direction. Je peux faire référence à l'évaluation quantitative et qualitative de l'université de Gand et du consultant Idea Consult, qui ont mené cette étude et évalué les dix zones de police ayant déjà fusionné.

Le rapport final du 11 octobre 2022 donne un peu plus d'explications à ce sujet et il en ressort que la majorité des chefs de corps visent une échelle de 300 à 500 collaborateurs opérationnels. Au niveau judiciaire, les répondants ont quant à eux, en corrélation avec le PLP 10, mentionné un nombre minimum de 500 collaborateurs opérationnels.

Sur la base d'entretiens avec des experts et collaborateurs sur le terrain, j'ai aussi la même conviction. C'est la raison pour laquelle, très concrètement, j'ai proposé d'évoluer vers des zones de police d'au moins 500 collaborateurs de police opérationnels d'ici 2030 par le biais de fusions volontaires. Notre pays ne comptera ainsi plus qu'une quarantaine de zones de police.

Voor de fusies geldt – dit is voor mij zeer belangrijk – het principe van de vrijwilligheid, waarbij het proces naar samenwerking en schaalvergroting door de zones zelf wordt geïnitieerd. Ik heb er inderdaad een aantal genoemd, maar dat was om een antwoord te geven op de vragen die ik soms tijdens plaatsbezoeken of interviews krijg.

Hoe dan ook, dat neemt niet weg dat wij fusies moeten faciliteren en zones helpen bij het fusioneren. Wij moeten dat mijns inziens doen met een vernieuwde financieringswet waarin de herziening van de KUL-norm wordt opgenomen. Daarnet heb ik mijn ambitie daaromtrent al uiteengezet.

We moeten de dingen natuurlijk wel in de juiste volgorde doen. Het begint met het definiëren van de ambitie, namelijk de totstandkoming van zones die minstens 500 operationele personeelsleden tellen. Vervolgens moeten wij zorgen voor nieuwe financiering. De multidisciplinaire commissie werkt daaraan en het is de bedoeling om haar aanbevelingen of ideeën, die wij tegen het einde van de maand verwachten, in een concept uit te werken, dat vervolgens vorm moet geven aan de nieuwe financieringswet. Er zal nog wel wat water naar de zee vloeien, want het betreft natuurlijk een ingewikkelde aangelegenheid met aanzienlijke budgettaire consequenties. Dat moeten we dus niet overnight doen.

Men vroeg of er overlegd zal worden met de betrokken actoren. Het lijkt mij cruciaal dat, na het formuleren van de ambitie en de uittekening van een concept van financiering, een overlegtraject start over een financieringsmodel, met de vakbonden, korpschefs, lokale besturen en alle andere betrokken actoren, ook al zal die oefening des te complexer worden door de steeds weerkerende vraag om meer middelen van de lokale besturen. Wellicht is dat ook de reden waarom veel van mijn voorgangers hun tanden stukbeten op de herziening van de KUL-norm. Ondanks de roep van oudsher naar een

herziening daarvan, is men daarmee nooit verder opgeschoten.

Voor mij is het ook wenselijk dat de gouverneurs een coördinerende rol in het proces van de schaalvergroting van de politiezones opnemen. Daarom zal ik de voordelen van schaalvergroting toelichten en vragen over het wettelijk kader en de financiële impact daarvan beantwoorden tijdens een volgende bijeenkomst van de conferentie van gouverneurs. De samenwerking met de gouverneurs hebben wij al voorbereid. Via de verbindingssambtenaren bij de diensten van de gouverneurs hebben wij namelijk al gepolst naar de politiezones met interesse om te fuseren of die reeds gesprekken hebben opgestart, aangezien de gouverneurs dat wel elk voor hun provincie in kaart kunnen brengen.

Hoe zullen wij het proces naar schaalvergroting faciliteren? Naast de financieringswet en de samenwerking met de gouverneurs is er nog een instrument, met name de ondersteuningscel Schaalvergroting bij de FOD Binnenlandse Zaken, die sinds begin 2023 operationeel is. Die volgt op dit moment drie concrete fusietrajecten op, namelijk de politiezone Rivierenland, de politiezone Aalter-Maldegem en de politiezone Binche-Anderlues-Lermes. De voorbije vier jaar zijn er trouwens al vier politiezones gefusioneerd. Men kan *best practices* in die dossiers meenemen en ter beschikking stellen van de zones die een fusie overwegen.

Er was ook een vraag over de link met de regiovorming in Vlaanderen. Die regiovorming is opgezet los van de schaalvergroting van de politiezones. De Vlaamse ministerraad heeft op 23 december vorig jaar de oprichting van een Vlaams-federale ambtelijke werkgroep voor de fusie van gemeenten goedgekeurd, die een analyse zal maken. Er zal worden onderzocht welke knelpunten in de huidige bevoegdhedsverdeling de organisatie en de werking van lokale besturen bemoeilijken. Ik heb echter begrepen dat die werkgroep momenteel nog niet is samengeroepen.

Ik laat opmerken dat die regiovorming een Vlaamse aangelegenheid is. Wij hebben geen tegenhanger in Wallonië. Om die reden kan men niet zomaar de Vlaamse regio's kopiëren voor de federale dienstverlening, zoals politie- of hulpverleningszones. Bovendien zijn die regio's zeer divers. Zo zijn de regio's in Limburg en die in West-Vlaanderen heel anders samengesteld en is de omvang ervan heel verschillend. Het is dus niet evident om het concept van de regio door te trekken naar politiezones. Dan heb ik het nog niet over het feit dat regio's verschillende gerechtelijke arrondissementen overstijgen.

Er was ook een vraag over de link met de hulpverleningszones. Voor mij valt er absoluut iets voor te zeggen om fusies van politiezones af te stemmen op die van de hulpverleningszones en veiligheidszones te creëren. De fusies op dat vlak zijn trouwens ook spontaan gegroeid. Dat sterkt mij alvast in mijn overtuiging dat de gouverneurs een coördinerende en superviserende rol kunnen spelen. De gouverneurs hebben namelijk al zicht op de hulpverleningszones. Ik wil niet van bovenaf één model opleggen en lijtjes trekken voor wat zou moeten werken. In mijn ideale wereld groeit dat van onderuit, maar uiteraard wel met de nodige begeleiding, waar gewenst.

Monsieur Thiébaut, concernant les questions sur les dotations, vous savez que mi-janvier de cette année, j'ai signé l'arrêté ministériel pour la correction de la dotation fédérale de base pour 2022. Ce montant complémentaire a entre-temps été versé à toutes les zones de police. Il s'agit d'une correction de 55 millions d'euros. La différence entre le montant mentionné lors de l'établissement du budget 2022 et le montant final versé aux zones est de 13 %, ce qui est plus que l'inflation annuelle. Nous soutenons en tout cas les zones de police pour compenser la forte inflation.

Par rapport à votre question pour le futur, moi, je veux bien! C'est d'ailleurs aussi la raison pour laquelle nous avons dû attendre de pouvoir signer cette circulaire l'année passée. Nous avons des règles de budget. Il faut se concerter avec la secrétaire d'État au Budget. Nous sommes tenus par ces règles. Nous ne pouvons actuellement confirmer l'indexation qu'au moment où nous avons la certitude de l'ampleur de l'indexation. C'est la raison exacte.

Nous ne pouvons pas donner de l'argent, parce qu'autrement, nous devrions demander aux communes de reverser ces budgets si l'évolution n'était pas celle attendue. Personne ne peut prédire le futur. Ce n'est pas facile. Je comprends les demandes des communes et des zones de police, mais je crois qu'il faut être créatifs. Je suis disposée à en discuter avec vous, parce que je comprends ces demandes; mais nous ne voulons pas non plus installer un système qui ne serait vraiment pas pratique, où nous devrions redemander l'argent aux communes. Je peux m'imaginer que ce ne serait pas agréable non plus.

Collega's, de fusie van politiezones is een belangrijke uitdaging en de tijd gaat nu eenmaal snel. Het is geenszins zeker of we de hele oefening binnen de tijd die ons deze legislatuur nog rest tot een goed einde kunnen brengen. Dat neemt niet weg dat we op de lange termijn vooruit moeten durven te kijken en de toekomst voorbereiden, zonder dat we daarbij de moeilijke vragen uit de weg gaan. Het zou voor mij veel gemakkelijker zijn om het debat daarover terzijde te schuiven en mij op de urgente dossiers van vandaag te focussen, maar dat zou niet de juiste keuze zijn. Ik begrijp dat er nog veel vragen zijn; die hebben wij ook. De ambitie was om ergens te starten, een richting te geven en daarop voort te bouwen, uiteraard in overleg met alle stakeholders, die we trouwens nog in geen enkel debat buitengesloten hebben, wat we ook de komende maanden met het belangrijke thema van de fusie niet zullen doen.

01.12 Éric Thiébaut (PS): Madame la ministre, en ce qui concerne vos considérations relatives aux dotations et indexations, je suis surpris!

En effet, lorsqu'on prépare le projet de budget d'une zone de police considérant que ce budget est composé à 95 % de frais de personnel, comment estime-t-on de telles dépenses? À qui fait-on appel? On fait appel aux services fédéraux qui font l'estimation de nos coûts en personnel. C'est le secrétariat social fédéral qui donne les estimations aux zones.

Là, vous me dites que l'on ne peut indexer parce que l'on ignore à combien se montera l'indexation. Or, ce sont d'autres services fédéraux qui nous disent déjà combien l'on va payer! J'ai un peu de mal avec cet argument-là. C'est un peu bizarre que le futur montant ne puisse être déjà adapté.

En plus, l'année dernière, on ne pouvait pas l'inscrire en modification budgétaire alors que nous avions déjà inscrit 8 % d'augmentation en conclave budgétaire, augmentation votée en juillet à la Chambre. Ce n'est même pas un problème de budget fédéral puisque, face à ce dernier, vos services nous disent: "Attendez, cela ne va pas, on va devoir calculer en fin d'année"!

Concernant les fusions, je pense qu'un mariage d'amour est toujours mieux qu'un mariage forcé. Des mariages d'amour, on en a encore vu ici cette semaine avec la zone de Binche et sa voisine: un mariage d'amour volontaire. J'ai essayé de marier ma zone avec la zone boraine. Ils n'ont pas voulu de moi. J'ai essayé avec la zone Perwez-Bernissart: ils n'ont pas voulu de moi non plus.

Ce n'est pas toujours si facile. Mais sachez que ce sont les expériences passées qui font peur aux petites zones ! Quelles sont-elles? Par exemple, les zones de secours: les pompiers coûtent beaucoup plus cher qu'avant. Or, là qu'est-ce qui nous a été vendu? Des économies d'échelle !

Dans ma zone, il y a 28 communes. Avec le regroupement de 28 communes, vous ne ferez pas beaucoup d'économies d'échelle! Dans ma commune, un pompier est payé deux fois plus cher qu'auparavant.

Où est l'économie d'échelle? Chaque fusion ne suscite jamais d'économie d'échelle. Il n'y a pas un exemple que vous pourriez citer où des économies d'échelle ont vraiment été réalisées. S'il y en a, je veux bien les connaître.

Ce qui fait peur par ailleurs, c'est l'ajustement des montants à payer par les communes. Car ce qui s'est passé avec les pompiers, c'est que les petites communes ont dû augmenter leurs dotations aux zones de secours alors que les villes ayant de grosses casernes ont diminué leur dotation.

Autrement dit, les petites communes ont maintenant contribué plus qu'avant à payer les pompiers professionnels des grandes villes alors que celles-ci n'en ont pas besoin. Il faut donc comprendre que les petites communes craignent de connaître le même problème lorsqu'une fusion avec des zones de police plus importantes leur sera proposée.

Il faut, à mon avis, rassurer au niveau financier. Il faut aussi bien avouer qu'il n'y a pas d'incitant financier. En Wallonie, si des communes fusionnent, on leur propose des réductions de leur dette ou autres incitants financiers. Cela peut être intéressant.

En l'occurrence, d'après mes renseignements, il nous serait proposé seulement quelques milliers

d'euros si nous fusionnions. Ce n'est pas très intéressant.

Les économies d'échelle ne sautent pas aux yeux. Pour que cela soit un peu "sexy", il conviendrait de nous faire d'autres propositions.

01.13 Sigrid Goethals (N-VA): Mevrouw de minister, niemand zal beweren dat het een gemakkelijk proces is. Het is logisch dat er gepraat moet worden met alle stakeholders, maar de kwestie leeft al heel lang en het is jammer dat we vandaag niet verder geraken. Over de KUL-norm hebben we twee jaar geleden al zware debatten gevoerd, maar we zitten nu nog altijd op hetzelfde niveau.

Om de vrijwillige fusies te stimuleren, zei u dat u zou samenzitten met de gouverneurs, omdat zij beter weten wat er op het terrein beweegt. Er is een ondersteuningscel opgebouwd, maar ook een financiële commissie. Dat is allemaal goed en wel, maar dat zal allemaal niet voldoende zijn. Er moeten meer initiatieven komen vanuit uw kabinet.

Toevallig zat ik gisteren samen met mijn korpschef en ik vroeg hem naar zijn mening over die 500 manschappen. Wel, hij vond die 500 al aan de hoge kant. Zit het CALog-personnel daar bijvoorbeeld in? Zo niet komt daar snel 100 man personeel bij en gaat men naar zones van in totaal 600 mensen, administratief en inzetbaar op straat. Mijn korpschef vindt een aantal van 300 à 400 manschappen veel haalbaarder, zodat de sfeer nog familiair blijft, iedereen elkaars naam nog kent en er in het gehele korps nog een goede ambiance heerst.

Met de naburige zones sluit onze zone bijvoorbeeld een aantal contracten af om kosten te besparen. We spreken dus niet van een fusie, maar doen bepaalde aankopen wel gemeenschappelijk. Zo wordt ook een deeltje van het personeel gedeeld.

Zullen de fusies effectief het plan moeten volgen met de vooropgestelde 500 manschappen en de 40 zones? Wat gebeurt er als dat niet haalbaar blijkt? Hoe wordt de verplichting opgelegd? Ik vraag me ook af of de geldkraan wordt dichtgedraaid voor de kleinere zones die weigeren te fuseren. Het gevolg zou dan namelijk zijn dat ze worden verplicht te fuseren, omdat ze geen budgetten meer krijgen. Dat is een van mijn bezorgdheden. Ik beweer niet dat dat daadwerkelijk zal gebeuren, maar de politiezones zijn ongerust daarover. We moeten daarover nadenken.

01.14 Franky Demon (cd&v): Mevrouw de minister, het klinkt als muziek in de oren. Schaalvergroting zal ervoor zorgen dat de wijkinspecteurs en de dienstverlening van de politie dichter bij de burgers zullen staan, omdat er meer mensen kunnen worden ingeschakeld. Dat is dus zeer positief.

Het is ook essentieel om de KUL-norm aan te pakken. Ik volg u dat u daarin verschillende stappen moet zetten en eerst alles moet benoemen. De financiering is vandaag echter scheefgetrokken. Ik maak me geen illusies dat het zeer moeilijk zal zijn als men met een gesloten portefeuille moet werken naar een nieuwe normering, maar we moeten dit aanpakken, het best samen met de schaalvergroting. Ik ben blij dat u spreekt over overleg. Het zal geen makkelijk traject worden. Het zal niet volledig afgerond zijn in 2024, maar we moeten ook verder kijken. U krijgt al onze steun. We moeten resultaten boeken.

01.15 Caroline Taquin (MR): Merci madame la ministre, notamment pour la réponse précise sur les quatre zones de police qui ont fusionné depuis quatre ans. C'est évidemment très peu pour convaincre et rassurer. Ce que vous dites sur la concertation est très important, et c'est à saluer. Il est effectivement particulier, pour les policiers, d'apprendre les objectifs d'agrandissement d'échelle par voie de presse.

Par ailleurs, les projections sont crédibilisées par le présent. Le responsable politique doit avoir des objectifs à long terme et pour le futur, mais cela doit être fondé sur une adhésion, des éléments factuels, des besoins précis et au travers d'une concertation permanente. Il nous faut aujourd'hui davantage de réponses à court terme, avant d'envisager de potentielles réformes structurelles et organiques.

Pour parler concrètement, j'espère donc que les modifications budgétaires qui se profilent permettront de répondre rapidement aux légitimes revendications des policiers, et que la concertation que vous menez avec eux, d'une part, et avec les pouvoirs locaux, d'autre part, pourra se faire aussi rapidement sur le nerf de la guerre, le financement, afin de ne pas faire de cette législature un mandat perdu. Je parle évidemment de la révision de la norme KUL et des moyens de financement de nos services

policiers.

Vous savez que les annonces concernant la fin de la NAPAP sans alternative structurée et pérenne inquiètent et que l'échelonnement de la mise en œuvre de l'accord sectoriel fut une mauvaise nouvelle pour les policiers. Et dans un an, madame la ministre, la législature sera terminée.

01.16 **Vanessa Matz** (Les Engagés): Merci madame la ministre pour votre réponse extrêmement complète. J'ai un peu l'impression que, dans ce dossier, on a mis la charrue avant les bœufs et qu'on n'a pas fait progresser de la même manière l'ensemble des dossiers: celui du financement et peut-être celui d'un certain nombre de situations qui nécessitent, sur base volontaire, des restructurations ou des agrandissements de zones parce que de trop petites zones ne peuvent plus faire face au nombre de missions qui sont demandées. De là à en faire une réforme générale et structurelle pour l'ensemble du pays, je pense que vous allez un pas trop loin. Il n'y a pas de demande sociétale ou générale de la part des services de police sur cette question. Il n'y pas de nécessité que cela soit ainsi. D'autres l'ont dit. Lorsqu'on réfléchit à des économies d'échelle sans considérer les vraies demandes de terrain, on est forcément presque toujours à côté de la plaque, et on passe à côté d'objectifs. On ne répond pas aux besoins des personnes de terrain, mais pas non plus aux besoins de sécurité de la population.

Il faudra donc évidemment calibrer et être juste par rapport au projet. Qu'il y ait un accompagnement et une incitation financière pour certaines qui voudraient passer le pas et qui n'osent pas le faire pour l'instant, oui évidemment. Mais je pense que décliner cela sur l'ensemble du territoire n'est pas nécessaire à ce stade. Ce n'est pas demandé, ni souhaité, ni souhaitable. Je vous remercie.

01.17 **Nabil Boukili** (PVDA-PTB): Madame la ministre, quand vous annoncez ce genre de réforme des zones de police, en tant que parti, nous nous sommes toujours opposés. Cela éloigne la police des citoyens contrairement aux expressions orwelliennes que j'ai entendues ici, disant que cette fusion des zones allait rapprocher la police des citoyens; je ne comprends pas comment en éloignant les services de police de la population, on va rapprocher la police des citoyens. Il faut rester dans une certaine cohérence.

Cette réforme va amener une police différente. Au lieu d'avoir une police de proximité, des commissariats accessibles, il faudra faire peut-être 20 km pour trouver un premier commissariat. En plus, personne ne demande cette réforme, ni les policiers eux-mêmes, ni les syndicats. Ils n'en veulent pas. Je ne sais pas d'où vient ce besoin de faire cette réforme des zones de police. Vous dites que cela se fera sur base volontaire, mais on parle bien d'incitants financiers pour fusionner. En termes de choix, c'est plutôt un choix contraint. Du volontariat dans un contexte où tous les secteurs de la police sont sous-financés revient à une obligation de fusionner, si on veut avoir les moyens nécessaires pour fonctionner en tant que zone de police.

Vous dites que le but n'est pas de faire des économies mais c'est bien de cela qu'il s'agit. Il ne faut pas tourner autour du pot. Vous voulez forcer des policiers à faire plus avec les mêmes moyens en faisant des économies d'échelle. Au contraire, pour nous, le service doit partir des besoins des gens, des besoins du terrain et ne pas être décidé par des impératifs économiques. Normalement, l'économie doit être au service de la société et non l'inverse, tout le monde au service de l'économie.

Au lieu de venir avec ce genre de propositions dont le terrain et la population ne veulent pas, je pense qu'il serait mieux de voir comment améliorer le service pour qu'il soit le plus proche possible des gens. Je ne vais prendre qu'un exemple en cette journée du 8 mars. Comment améliorer la prise en charge des violences sexuelles qui laisse vraiment à désirer dans notre pays et respecter les accords qui ont été pris avec les syndicats? Il y a des choses qui sont attendues de votre part. Vous ne faites rien et vous arrivez avec des réformes qui ne sont demandées par personne, pire qui sont contestées par une grande partie! C'est une logique qui reste incompréhensible pour nous.

01.18 **Daniel Senesael** (PS): Madame la ministre, je vous remercie pour vos éléments de réponse. Je voudrais d'abord reprendre quelques aspects positifs. Je ne pense pas qu'il faille tout jeter, et le bébé avec l'eau du bain. D'abord, vous dites qu'il faut identifier les défis de la police du futur. Évidemment, ce constat premier est, selon moi, une marche incontestable dans l'escalier du succès. En effet, les

fonctionnalités de base d'une part et leur financement d'autre part pourront clarifier ce qu'est un service de police de base. On fait donc déjà un premier pas.

Puis, vous dites, et là, je pense que c'est aussi très intéressant dans la démarche qui peut être initiée, qu'on doit avoir un portrait de la santé financière des zones de police pour le nouveau modèle de financement durable. Et vous vous en rendrez compte dans les différentes analyses qui seront sollicitées auprès des zones de police. Vous le dites avec pertinence au niveau du trajet de fusion pour la prochaine législature, notamment au vu du manque de moyens administratifs et logistiques, et vous citez deux exemples qui font l'actualité: la cybercriminalité ainsi que les violences intrafamiliales, en ce jour particulier du 8 mars 2023. Il faut effectivement une aide policière spécialisée mais, lorsque vous sollicitez les analyses financières des zones de police, on se rendra vite compte que les réalités sont différentes qu'on se trouve en zone rurale, en zone urbaine ou périurbaine. Les réalités sont aussi tout autres que vous soyez près de la frontière française, allemande ou néerlandaise où la criminalité est différente.

On n'a pas nécessairement attendu que les fusions soient proposées pour déjà avoir quelques échanges entre nous, entre présidents de zone et avec la police fédérale, pour déterminer ce qui pourrait changer. Des synergies, des collaborations vraiment efficaces ont déjà été mises en place (achat de drones communs et de matériel informatique commun, renforcement de la police pour certains événements entre zones, etc.). Tout cela est déjà en place. Cela permet justement ces économies d'échelle et permet aussi aux zones, dont celle de 75 policiers que je préside qui est adossée à la zone de Mouscron ou à la zone du Tournaisis, de penser ensemble à des formalités meilleures.

Dès la semaine prochaine débuteront une série de formations que nous avons mises en place avec les zones de police belges et françaises, justement en vue d'améliorer encore, de part et d'autre de la frontière, les différentes formalités. Cela ne se fait pas nécessairement parce qu'il y a une fusion mais bien parce qu'il y a une volonté délibérée d'œuvrer à une police meilleure, plus efficace, de grande qualité et qui ne va pas chercher des moyens budgétaires complémentaires dans la poche des citoyens.

01.19 Julie Chanson (Ecolo-Groen): Madame la ministre, je vous remercie pour vos réponses.

S'agissant de la police de proximité, je suis assez rassurée. Je n'ai pas entendu, contrairement à mon collègue, qu'il allait falloir faire 20 kilomètres pour aller dans un commissariat ni que vous comptiez supprimer un tiers de nos commissariats. Je crois qu'il ne s'agit pas de cela ici. Je pense qu'énoncer cela, c'est ne pas comprendre de quoi nous parlons.

Il faut poursuivre la concertation avec les acteurs de terrain. Vous avez parlé du rôle central des gouverneurs, notamment au sujet de ma question sur la fusion géographique et territoriale par rapport aux zones de sécurité. Ils ont effectivement un rôle à jouer, tout comme les bourgmestres. Mon collègue Senesael vient de le rappeler, vu qu'il est bourgmestre et président d'une zone de police. Là, je crois que nous n'avons sans doute pas encore terminé ce tour de table. Il y a eu les États généraux, nous avons eu la présentation de l'étude de l'Université de Genk. Nous vous l'aurions sans doute reproché aujourd'hui si vous n'en aviez pas fait quelque chose mais les propositions que vous apportez sont les résultats d'une partie de ces études que nous menons dans le cadre des États généraux. À un certain moment, il faut oser venir avec des propositions sur la table.

Cette proposition de fusion n'est sans doute pas parfaite ni aboutie. La concertation n'est sans doute pas encore terminée mais vous avez l'honnêteté de lancer quelque chose et de vouloir y mettre toute votre énergie. Je vous en remercie.

S'agissant de l'identification des défis de la police du futur, c'est ce que nous sommes en train de faire. Les législatures suivantes auront sans doute pour tâche de clôturer ce que nous avons entamé aujourd'hui. C'est le jeu politique. Nous sommes là aujourd'hui mais nous ne serons peut-être pas là demain. En attendant, il faut travailler et on s'y attèle.

Concernant le nouveau système de financement et l'organisation des zones, c'est ce qui a été reproché par le passé. On a eu de nombreux débats ici à ce sujet et je crois qu'on devra inévitablement passer par ce type de réforme si on veut y arriver. L'un ne va pas sans l'autre: on ne peut pas réformer les zones de secours si on ne réforme pas le financement et la formation des policiers. Tout est lié et toutes

les pièces du puzzle vont s'imbriquer au fil des mois et des années qui viennent.

Enfin, les synergies existent déjà. On ne parle peut-être pas de fusion des zones de police mais les zones de police travaillent déjà main dans la main au quotidien. Elles ne fusionnent pas sur le plan législatif mais elles font déjà tout ensemble, avec des échanges de policiers, des échanges de compétences, des échanges de matériel. Sans doute qu'une fusion officielle arrivera dans les années qui viennent parce que cela me semble quasiment inévitable. Pour que cela se passe très bien, il faut le faire en concertation avec les syndicats, les chefs de zones, les gouverneurs et les bourgmestres. Je crois que c'est vers cela que nous allons et c'est ce que vous nous avez répondu. Je suis assez rassurée si on va dans cette voie-là.

01.20 **Ortwin Depoortere** (VB): Mevrouw de minister, eerst en vooral ben ik een voorstander van een schaalvergroting. Die moet inderdaad op vrijwillige basis gebeuren. Daarover heeft de heer Demon 200 % gelijk. Alles begint echter bij het debat over de kerntaken van de lokale en de federale politie. U hebt daar halvelings naar verwezen. Ik kan u daar zeer ver in volgen, maar maak wel de bedenking dat meer en meer taken van de federale politie naar de lokale politie worden doorgeschoven. Dat mag natuurlijk niet de bedoeling zijn.

Voor mij is de lokale politie een nabijheidspolitie die een volledig andere taakinvulling heeft dan de federale politie, die zich moet specialiseren in bepaalde criminaliteitsfenomenen, zoals cybercrime, drugscriminaliteit, de georganiseerde criminaliteit enzovoort. Ik zou liever zien dat de federale politie niet gecentraliseerd opereert in Brussel, maar dat zij in de grotere politiezones haar expertise ter beschikking kan stellen. Ik ben het niet eens met de rol van de gouverneurs, die ik dag na dag zie verkleinen. Ik zie er geen meerwaarde in om er een niveau tussen te schuiven, zeker niet wat betreft ons politielandschap in de toekomst.

Wat de timing betreft, hebt u het mooi verbloemd. U zei dat u een minister bent die naar de lange termijn durft te kijken en dat u hier daarom nu al mee bezig bent, maar eigenlijk schuift u alles door naar een volgende legislatuur. Er kan veel gebeuren in de politiek en ik zou niet graag zien dat al het goede werk van zeer veel specialisten en medewerkers, niet enkel binnen de politie, maar ook erbuiten – professoren, mensen van uw kabinet enzovoort – verloren moeite zou zijn, omdat de zaak in een volgende legislatuur misschien op een andere manier wordt bekeken.

Ik rond af. Ik weet niet of u het hebt gemerkt, maar ik zie wel een verschil tussen de betogen van de Nederlandstalige en de Franstalige leden. Ik denk dat het draagvlak voor grotere politiezones net iets groter is in Vlaanderen dan in Wallonië. Dat is een vaststelling die echter geen rem mag vormen. Als men in Vlaanderen grotere politiezones wil, dan mag dat niet worden geblokkeerd omdat Franstalige partijen dat niet zouden zien zitten. Het is niet de eerste keer, maar ik doe een oproep: *en avant*. Zo is het ook duidelijk voor de Franstalige collega's. Als men in Vlaanderen vooruit wil met grotere politiezones, dan moet men dat maar doen, elk op zijn eigen manier.

01.21 **François De Smet** (DéFI): Madame la ministre, je vous remercie pour votre réponse qui a le mérite d'apporter un certain nombre d'éléments et de précisions.

J'avoue que je ne suis pas pleinement convaincu. J'aurais pu faire la même réplique que Mme Matz, je ne serai donc pas long. Globalement, on peut comprendre que l'on puisse vouloir aider financièrement et en termes de capacités les petites zones qui souhaitent fusionner entre elles, mais venir avec un grand plan consistant à vouloir fusionner *de facto* les zones dans toutes les régions, même si, dans une seconde étape, vous le faites de manière moins volontaire, c'est autre chose. Cette façon de faire est préoccupante.

Je sais que je fais partie de l'opposition, mais je pense que vous devriez revenir avec sagesse à votre accord de gouvernement. Il est d'ailleurs un peu dommage que vos partenaires du gouvernement ne vous aient pas rappelé les termes de cet accord. En effet, l'accord de gouvernement de la Vivaldi ne parle pas de fusion de zones de polices. Par contre, il parle de la révision de la norme KUL. Je suis d'ailleurs heureux que cela figure à votre agenda car cela correspond à la demande du terrain.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

02 Actualiteitsdebat over B-FAST en de aardbevingen in Syrie en Turkije en toegevoegde vragen van

- Gaby Colebunders aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De Belgische steun na de aardbeving in Syrië en Turkije" (55034214C)
- Eric Thiébaut aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "B-FAST en de Civiele Bescherming" (55034278C)
- Marianne Verhaert aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "Het niet inzetten van private hulpdiensten bij rampen" (55034568C)
- Julie Chanson aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De kynologenhulpverleningsteams bij de B-FAST-operaties" (55034927C)

02 Débat d'actualité sur B-FAST et les tremblements de terre en Syrie et Turquie et questions jointes de

- Gaby Colebunders à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "Le soutien de la Belgique après le séisme en Syrie et en Turquie" (55034214C)
- Eric Thiébaut à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "B-FAST et la Protection civile" (55034278C)
- Marianne Verhaert à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "Le non-recours aux chiens d'assistance privés lors de catastrophes" (55034568C)
- Julie Chanson à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "Les équipes de secours cynophiles durant les opérations de B-FAST" (55034927C)

02.01 Éric Thiébaut (PS): Madame la ministre, la Turquie et la Syrie ont été durement touchées il y a deux semaines par un puissant séisme ayant fait, à ce jour, près de 50 000 morts

Face à cette crise majeure et ses conséquences, très vite, notre pays a décidé de se joindre à la solidarité internationale qui s'imposait et de mettre en œuvre B-FAST. Une nouvelle équipe belge est ainsi partie sur place afin de déployer, sur le long terme, le nouvel hôpital de campagne acquis par notre armée.

La Belgique fait ainsi partie des quatre pays européens qui vont fournir un hôpital de campagne, aux côtés de la France, de l'Italie et de l'Espagne. Un déploiement concerté, complémentaire et rapide que l'on ne peut que saluer face à l'urgence.

Cette crise et le déploiement de B-FAST ont cependant également, hélas, une nouvelle fois mis en lumière les effets néfastes de la réforme de la Protection civile du précédent gouvernement. En effet et contrairement au passé, les équipes belges de "Search And Rescue" n'ont pu être déployées dès les premières heures sur les lieux de la catastrophe naturelle.

Si la Belgique n'a pas été associée aux 19 autres pays européens, c'est parce que depuis 2019, notre pays ne dispose plus de label de qualité des Nations unies qui nous permettait de prendre part à des opérations de sauvetage internationales.

Madame la ministre, pouvez-vous faire le point sur l'aide humaine et matérielle apportée (en cours ou à venir) par le SPF Intérieur et plus particulièrement la Protection civile au sein de cette mission de B-FAST? Avez-vous déjà pris ou comptez-vous prendre des initiatives afin de réinvestir dans le personnel et le matériel nécessaires pour doter à nouveau notre pays des capacités "Search and Rescue" au sein de B-FAST notamment et d'ainsi réobtenir le label des Nations unies?

02.02 Marianne Verhaert (Open Vld): Mevrouw de minister, in Vlaanderen leiden privépersonen reddingshonden op. De dieren kunnen worden ingezet om mensenlevens te redden bij rampen zoals de recente aardbeving in Turkije en Syrië. De mensen van de Vlaamse Reddingshonden (VRH) en hun dieren werden evenwel niet gevraagd door de FOD Binnenlandse Zaken en de Civiele Bescherming om deel te nemen aan de missie van B-FAST Search and Rescue. Er wordt daarbij verwezen naar het KB van 11 oktober 2002 tot organisatie van kynologenhulpverleningsteams en het MB van 2 oktober 2009 over de opleidings- en accrediteringsvereisten.

Door de weigering van de private honden negeert men een potentieel van ongeveer 30 honden die men zou kunnen inzetten bij het opsporen van overlevenden in het rampgebied en die ook hun nut in

eigen land al vaker bewezen hebben. Toch zijn enkele Vlamingen met hun honden aan de slag geweest in Turkije via de Nederlandse organisatie SRO, waarvan Vlaamse Reddingshonden een van de leden is. Ze hebben een tiental overlevenden en helaas ook tientallen overleden slachtoffers gevonden.

Overigens werd een Belgische Organisatie voor Reddingshonden Groepen (BORG) opgericht. Het blijft opmerkelijk dat mensen die op eigen initiatief en op eigen kosten hun dieren snel en flexibel ter beschikking stellen om anderen te gaan helpen, over het hoofd worden gezien.

Om welke precieze redenen wordt bij de hulp aan Turkije en Syrië naar aanleiding van de aardbeving afgewezen van het inzetten van private reddingshonden via VRH of BORG?

Aan welke voorwaarden moet zijn voldaan om privépersonen met hun honden die lid zijn van die organisaties, te kunnen inzetten bij zulke reddingsoperaties?

Wat moet er dan eventueel in het KB en/of het MB wijzigen om dat toch mogelijk te maken?

VRH en BORG kunnen, parallel aan het systeem van examens die door de overheid worden afgangen voor de eigen diensten, aan de leden opleidingen en trainingen geven en eigen certificaten op maat afleveren. Zult u met VRH of BORG overleg plegen over de uitrol van een dergelijk erkenningsysteem via certificaten als voorwaarde om deze private reddingshonden te kunnen inschakelen?

Over hoeveel reddingshonden beschikt B-FAST momenteel?

Heeft B-FAST reddingshonden ingezet in Turkije en/of Syrië? Zo neen, heeft dat te maken met de niet-accreditatie van honden in het buitenland?

02.03 Julie Chanson (Ecolo-Groen): Madame la ministre, les séismes ayant eu lieu en Turquie et l'activation d'une opération B-FAST ont remis sur la table la question de la nature de l'aide accordée aux pays touchés par des calamités et des catastrophes. À mon immense regret, vous le savez car on en a déjà parlé dans d'autres commissions depuis le début de cette législature, le gouvernement précédent a abrogé l'arrêté ministériel du 21 mars 2006, mettant ainsi fin aux équipes USAR, *Urban Search and Rescue*, pourtant tellement utiles en cas de tremblement de terre et d'effondrement de bâtiments. Je reste, en effet, toujours convaincue que ces équipes étaient une véritable plus-value, d'autant que nous avons dans notre pays des chiens accrédités ainsi que des maîtres-chiens formés et volontaires, ce qui répond à certaines questions qui viennent d'être posées par la collègue précédente.

Madame la ministre, quel est l'arrêté ministériel qui a remplacé l'arrêté ministériel du 21 mars 2006, une fois celui-ci abrogé en 2020? Combien de fois B-FAST et ses équipes de secours cynophiles sont-ils intervenus durant les dix dernières années? Où ces interventions ont-elles eu lieu? Certains éléments de réponse figurent sur le site de B-FAST mais j'ai constaté que ce site n'avait plus été mis à jour depuis de nombreuses années.

Combien de chiens sont-ils encore accrédités aujourd'hui? Combien de maîtres-chiens sont-ils encore titulaires d'une carte d'accréditation de maître-chien de secours dans la spécialité "chien de décombres"? À combien estimez-vous le coût du déploiement d'une cellule USAR avec au moins une équipe de secours cynophile durant une opération d'une semaine?

02.04 Nabil Boukili (PVDA-PTB): Madame la ministre, lundi 6 février, comme l'ont dit les collègues, une catastrophe a frappé la Syrie et la Turquie. Le monde entier a envoyé de l'aide sur le terrain. Dès le lendemain des faits, 45 pays avaient déjà promis ou envoyé une aide d'urgence à la zone sinistrée. Pour la Belgique, malheureusement, cela a pris plusieurs jours. Finalement, il a été décidé de lancer une opération de reconnaissance pour construire un hôpital de campagne. Au début de la catastrophe, la Turquie avait surtout besoin d'équipes de recherche et de sauvetage, des hommes et du matériel pour sauver les gens sous les décombres. Il fut un temps où B-FAST était au sommet et jouissait d'un grand prestige dans le monde entier, mais la réforme de la Protection civile initiée par Jan Jambon est passée par là. Nous n'avons plus les talents pour les équipes de recherche et de sauvetage.

Lors du débat en séance plénière, mon collègue M. Colebunders a demandé si des investissements étaient prévus dans la Protection civile afin de remettre sur pied les équipes de recherche et de sauvetage. Vous aviez vous-même déclaré en commission que vous n'investiriez dans la Protection civile qu'au moment opportun.

Madame la ministre, entre-temps, quelle est la situation sur le terrain? Ce gouvernement envisage-t-il de lancer des initiatives supplémentaires? Allez-vous revoir votre position et investir dans la Protection civile et ainsi renforcer B-FAST sur le plan structurel? Les anciens volontaires et professionnels de la Protection civile qui ont perdu leur emploi à la suite de la réforme, ou qui n'ont pas pu reprendre le travail, seront-ils rappelés?

02.05 Minister Annelies Verlinden: Op 6 februari, anderhalf uur na de eerste aardbeving, heeft Turkije een beroep gedaan op het Europese mechanisme voor civiele bescherming, in het bijzonder op de USAR-teams en de medische teams die uitgerust zijn om in extreme weersomstandigheden te kunnen werken. België is daarbij ingegaan op het tweede verzoek en heeft een medisch noodteam type 2 naar de regio gestuurd. Daarnaast hebben Frankrijk, Italië en Spanje gereageerd op dat verzoek. België was het eerste land dat een medisch noodteam type 2 heeft ingezet in Turkije.

Het Belgische veldhospitaal was volledig operationeel op 16 februari. Tot gisteren werd het aantal van 3.000 behandelde patiënten in het veldhospitaal overschreden, zoals blijkt uit de voorlopige cijfers. Recent werd ook de beslissing genomen om ons EMT 2-hospitaal aan Turkije te schenken. De modaliteiten voor de overdracht ten aanzien van de diensten van Turkije worden momenteel vastgelegd. Het is in elk geval de bedoeling dat vrijdag een deel van het team naar België zal terugkeren.

Votre question porte également sur la contribution de mon département à B-FAST. Dans ce cadre, le poste de responsable de la logistique pour cet hôpital de campagne est actuellement occupé par un officier de la Protection civile avec lequel j'ai encore eu un contact ce lundi.

En outre, la Protection civile fournit également vingt personnes sur le terrain pour former cette équipe logistique, soit dix personnes par période de deux semaines. Il s'agit d'un effort considérable. Actuellement, cette équipe logistique contribue aux activités quotidiennes de soutien de cet hôpital de campagne, en dehors des activités purement médicales pour lesquelles nous avons envoyé des médecins et des infirmiers.

Outre cette équipe présente en Turquie, il faut également noter que la Protection civile en Belgique a mis à disposition des équipes pour préparer et conditionner le matériel de transport aérien nécessaire au déploiement de cet EMT 2. Une cinquantaine de conteneurs ont été nécessaires à cette fin et je vous laisse imaginer ce que cela représente en termes de préparation, sachant que cette phase a été mise en œuvre en moins d'une semaine.

B-FAST heeft dus voldaan aan het verzoek van de Turkse overheid voor dat medische team. Het is daarmee ook duidelijk dat B-FAST beschikt over de middelen om te beantwoorden aan die vraag. Het B-FAST-team beschikt ter plaatse over voldoende medewerkers om de werking van het medische noodteam type 2 te verzekeren. Bovendien hebben de medewerkers van de Civiele Bescherming ons bevestigd dat er een zeer goede relatie is met de diensten in Turkije en een zeer vlotte samenwerking die er ter plaatse voor heeft gezorgd dat de lokalisering en de inrichting van het veldhospitaal zeer goed zijn verlopen, net als onder meer de dienstverlening aan de bevolking en nu ook de overdracht ten aanzien van de Turkse diensten.

Monsieur Thiébaut, vous posiez une question sur l'équipe USAR . Le fait que la Belgique ne soit plus en mesure de proposer une équipe USAR pour des interventions de secours à l'étranger suscite chez certaines personnes un certain émoi que je comprends.

Le choix de ne plus prévoir d'équipe USAR a été assumé par mes prédécesseurs découlant davantage d'un constat posé sur l'offre actuelle enregistrée auprès du mécanisme européen de Protection civile que de la réforme de la Protection civile belge.

La situation actuelle dans le mécanisme européen est qu'il y a pléthore d'équipes USAR et qu'elles sont

en nombre suffisant pour couvrir plusieurs demandes simultanées. Même si la Belgique avait une équipe USAR, il n'est pas certain que la Turquie y aurait fait appel étant donné qu'il y en a déjà beaucoup.

L'aide humanitaire et les interventions de secours ne sont pas une course à la notoriété, mais un enjeu d'efficacité, d'après moi. Je pense que vous partagez mon opinion sur le fait que la Belgique doit être en mesure de proposer une aide internationale en cas de catastrophe, une aide répondant à un besoin qui fait la différence et apportant une plus-value qui offrirait une bonne probabilité de pouvoir être déployée (ce qui n'est pas sûr et certain avec les équipes USAR).

Aligner une équipe USAR de plus ne rencontre pas ces critères. Comme déjà dit, l'offre est déjà très suffisante et entretenir une telle équipe selon les critères internationaux ne serait pas une gestion responsable de nos moyens actuellement.

Il serait bien plus raisonnable de développer notre expertise pour d'éventuelles interventions internationales dans les domaines où l'offre de service est moindre comme l'a montré la situation en Turquie et où nous pourrions apporter une réelle expérience utile dans des situations à gérer.

Aujourd'hui, mon département propose un modèle de *high capacity pumping* et un autre de *flood rescue using boats*. Il participe aussi grandement au modèle *water purification system* et assure le *lead* dans la gestion logistique du MT2.

D'aucuns diront que l'on peut toujours en faire plus. Néanmoins, vu la taille de notre pays, ses offres de service sont déjà très appréciables.

Mevrouw Verhaert, ik bevestig dat, overeenkomstig de standaarden van de International Search and Rescue Advisory Group (INSARAG), reddingshonden wel degelijk deel kunnen uitmaken van redder-bergerteams. België biedt deze dienstverlening niet aan omdat reddingshonden steeds een onderdeel zijn van de USAR-module. Ons land voorziet daar geen capaciteit meer voor. Individuele reddingshonden, die bijvoorbeeld worden aangeboden door privéorganisaties, kunnen niet zomaar ingeschakeld worden in zo'n USAR-teams, omdat de internationale erkenning altijd gebeurt voor het team. De accreditatie gebeurt dus niet op het niveau van de individuele honden.

Er is gebleken dat de nood aan redder-bergerteams zeer snel kon worden ingevuld door tal van andere Europese landen, die wel in de USAR-module voorzien. Er werden 32 dergelijke teams uitgestuurd naar het rampgebied in Turkije. Zelfs als België zo'n team zou hebben, is het niet zeker dat Turkije was ingegaan op het aanbod, gelet op het grotere aanbod van andere landen.

Vandaag zijn er geen plannen voor het afleveren van specifieke certificaten. De nationale capaciteit, aangeleverd vanuit de federale politie en de algemene directie Civiele Veiligheid, waaronder ook de ploegen van brandweer en civiele bescherming ressorteren, zijn momenteel toereikend. Het is wel degelijk mogelijk om ook individuele honden te certificeren, maar dan gebeurt dat niet in een USAR-kader. Zij moeten echter wel voldoen aan de vereiste vorming en die eisen zijn redelijk streng. Voor mij is het niet duidelijk of de honden waar u naar verwijst, voldoen aan de opleidingsvereisten die voor die individuele erkenning vooropgesteld zijn.

Par rapport à votre question, madame Chanson, sur l'arrêté ministériel qui a remplacé celui du 21 mars 2006 abrogé en 2020, aucune décision ministérielle n'est venue le remplacer. Cet arrêté qui organisait la coopération entre les services d'incendie et la Protection civile concernant la mise en place de l'équipe USAR pour l'assistance internationale en cas de catastrophe avait perdu sa pertinence de par la décision de ne plus proposer d'équipes USAR au niveau international. Par conséquent, l'arrêté a été supprimé.

Je vous confirme également qu'au cours des dix dernières années, B-FAST a déployé une seule fois un module USAR impliquant une équipe cynophile. Ce fut le cas au Népal en 2015. Cette équipe n'avait pas été en mesure d'entrer en action lors de cette mission, en partie à cause du grand nombre d'équipes USAR qui avaient été envoyées au Népal par d'autres pays.

Au niveau de la sécurité civile, nous avons actuellement treize maîtres-chiens accrédités dans la spécialité de recherche de personnes disparues en milieu naturel dont douze sont aussi accrédités

dans la spécialité chiens de décombres.

Concernant l'estimation du coût de déploiement d'une cellule USAR avec au moins une équipe de secours cynophile durant une opération d'une semaine, nous pouvons l'évaluer à 800 000 euros. Ce montant ne tient pas compte des frais importants liés au maintien d'une telle équipe 24/24 heures, 7/7 jours et de sa certification répondant aux normes internationales.

02.06 Marianne Verhaert (Open Vld): Ik dank u voor uw antwoord, mevrouw de minister.

Het probleem zit volgens mij vooral in het feit dat de individuele accreditatie in België niet mogelijk is voor de private honden. Een eerste vraag is dus om daar alvast werk van te maken. We kunnen dan wel hopen dat een dergelijke ramp zich niet meer aandient, maar dat is een utopie. Het zou mooi meegenomen zijn dat de private honden en privé-organisaties ook kunnen deelnemen aan de examens om een accreditatie te verkrijgen en dat die niet langer voorbehouden is voor diensten van de overheid. Dat lijkt me alvast een stap in de goede richting. Een potentieel van dertig honden biedt immers flink wat meerwaarde.

02.07 Julie Chanson (Ecolo-Groen): Merci, madame la ministre pour vos réponses très précises. Effectivement, j'apprends que l'arrêté royal n'a pas été remplacé. Vu la suppression du module USAR, cela n'avait plus lieu d'être, finalement, donc je comprends le pourquoi du comment.

Concernant le mécanisme européen, c'est ce que votre prédécesseur m'avait déjà répondu à l'époque, mais j'ai un peu de mal avec cet argument qui consiste à dire qu'on a supprimé le module USAR au sein de B-FAST avec les équipes cyno-techniques parce que finalement, il y avait pléthore sur le marché et que les équipes étaient suffisantes au niveau européen. Donc, la Belgique arrête la sienne. Mais c'est un peu dommage dans la mesure où la Belgique avait créé cela et était presque précurseur en 1999. Elle jouissait d'une reconnaissance internationale. On avait des chiens et des maîtres-chiens reconnus. Certains de nos membres à l'époque ont même formé des chiens dans d'autres pays, ainsi que leurs maîtres-chiens, et pourtant, on stoppe nous-même quelque chose qui était reconnu sur le plan international. Et cela, je le regrette fortement. "Peut-être que la Turquie n'aurait pas eu besoin de nos chiens même si on avait encore eu des équipes cyno-techniques au sein du module USAR" dites-vous. C'est vrai, on n'a pas de boule de cristal. On ne pourrait pas le savoir. Et en même temps, j'ai envie de dire qu'il suffisait de lire la presse dans les jours qui suivaient pour y voir des dizaines de titres disant: "On n'a pas assez de chiens de recherche pour les victimes disparues en Turquie lors des différents séismes qui ont eu lieu il y a quelques semaines à peine". Alors peut-être que si, quand même, on aurait eu besoin de nos chiens, finalement, en Turquie, si on en avait eu.

Et en fait, nous en avons. Cela va répondre à ma collègue qui m'a précédée. La ministre m'a confirmé qu'on avait encore aujourd'hui treize équipes cyno-techniques accréditées par notre ministère. Ces équipes font partie de la sécurité civile. Ce sont des pompiers, des agents de la Protection civile qui font partie de ce qu'on appelle le Rescue Dog. Ils sont formés par le SPF Intérieur et accrédités par ce dernier. Ces équipes existent. Je crois qu'avant d'aller chercher des chiens privés, il faudrait peut-être utiliser ceux qui font déjà partie de notre ministère. En fait, j'ai eu ces treize équipes au téléphone. Je les ai contactées lors du séisme en Turquie. Que me disent-elles? "Nous sommes là et nous n'attendons qu'une chose, c'est qu'on nous appelle et qu'on nous déploie."

Déjà dans le quotidien en Belgique, ces équipes sont sous-utilisées. En cas de recherche de victimes en Belgique, notamment dans les Fagnes, en forêt, en été, quand des touristes se perdent, quand une personne disparaît dans un home, ou simplement lorsqu'un immeuble s'effondre à Bruxelles ou à Charleroi, on peut faire appel à ces équipes-là. Il n'y a pas besoin de les déployer sur le plan international. Elles sont déjà sous-utilisées au sein même de notre propre pays.

Utilisons-les déjà d'abord au sein même de notre propre sécurité civile; et s'il vous plaît, remettons-les dans le module USAR. Je pense qu'avec le réchauffement climatique, nous allons avoir de plus en plus de catastrophes telles que celle qui vient de se produire en Turquie. Je crois que c'est inévitable. Nous savons que nous pouvons être compétitifs sur le plan international. Nous bénéficions d'une reconnaissance incroyable dans ces milieux. Alors faisons-le, s'il vous plaît !

02.08 Nabil Boukili (PVDA-PTB): Madame la ministre, le plus grand regret, c'est que nos équipes de

secours et de recherche de B-FAST étaient parmi les meilleures au monde et reconnues sur le plan international. Maintenant, nous voyons que nous ne sommes plus capables de réaliser ces missions. Nous avons perdu l'agrément de l'ONU, car nous n'avons plus les équipes pour ce faire. C'est vraiment regrettable.

Vous nous dites que notre aide doit répondre aux demandes. Mais justement, la première demande de la Turquie, c'était des équipes de recherche et de secours. Dans les premiers jours, c'était cela le plus urgent. Et nous étions incapables de le faire.

Il ne faut pas se cacher derrière l'idée de se spécialiser dans les hôpitaux de campagne ou autres. Bien sûr, nos soignants font aussi de l'excellent travail. Mais pour les équipes de recherche et de sauvetage, la réalité que le terrain nous relaie, c'est que la réforme de la Protection civile de Jan Jambon, qui a eu pour conséquence de dissoudre ces équipes, était un choix politique.

Et vous, madame la ministre, vous continuez dans le même sens, malgré les études réalisées. Vous ne voulez ni rouvrir des casernes, ni investir actuellement – parce que vous attendez toujours le moment opportun; nous nous demandons quand est ce moment opportun – ni réengager des agents qui sont toujours présents et toujours motivés.

On peut vraiment se demander à quoi sert de réaliser des études et des évaluations si c'est pour faire la même politique que ses prédécesseurs. Quelle est la différence entre la politique de M. Jambon avec sa réforme et la vôtre? Pour l'instant, il n'y en a pas! Vous continuez sur la même lancée!

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

03 Questions jointes de

- Nabil Boukili à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "La réforme de la Protection civile" (55033920C)
- Eric Thiébaut à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "Les rapports d'évaluation de la Protection civile" (55034890C)

03 Samengevoegde vragen van

- Nabil Boukili aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De hervorming van de Civiele Bescherming" (55033920C)
- Eric Thiébaut aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De evaluatierapporten over de Civiele Bescherming" (55034890C)

03.01 Nabil Boukili (PVDA-PTB): Madame la ministre, presque chaque semaine, nous recevons de nouvelles informations, de nouveaux chiffres, qui indiquent à quel point l'état de notre Protection civile est mauvais. Il est de plus en plus évident que la réforme de votre prédécesseur Jan Jambon a eu un impact désastreux.

Il a décidé de fermer 4 casernes. Les 2 qui restent ouvertes ne sont pas situées de manière optimale. Les délais de réponse sont trop longs. Les volontaires et les professionnels ont dû partir car il n'y a plus de caserne à proximité. Les personnes ayant l'expérience et le désir de s'impliquer ne peuvent tout simplement pas le faire de manière pratique maintenant. Résultat : en 2018, la Protection civile comptait encore plus de 1 100 agents, l'année dernière ils étaient moins de 500. Soit une diminution de 58 % des effectifs répartie de la façon suivante : -71,47 % de volontaires et -46,76 % de professionnels.

La dernière fois que je vous ai interrogée, vous avez dit que vous alloueriez des ressources supplémentaires au "moment opportun". Mais ces chiffres montrent clairement que ce moment est arrivé.

La dernière fois, vous avez dit que vous ne prendriez pas l'initiative de réintégrer le cas échéant des anciens de la Protection civile. Mais pourquoi ne le feriez-vous pas, compte tenu de leur expérience indispensable et de la grave pénurie de personnel ?

La dernière fois, vous avez dit qu'il ne serait pas possible sous cette législature d'ouvrir de nouvelles casernes ou des postes avancés. Mais, par exemple, compte tenu des délais d'intervention, il est tout à fait clair que deux casernes sont trop peu nombreuses et que, de plus, leur emplacement n'est pas optimal. Des membres de votre majorité se prononcent pour la réouverture de ces casernes. Votre position a-t-elle évolué à ce niveau ?

03.02 **Eric Thiébaut (PS):** Madame la ministre, le 25 janvier dernier, je vous interrogeais concernant l'avancée de vos travaux relatifs à l'avenir de la Protection civile. Depuis, le 15 février, nous avons eu un échange de vues intéressant sur l'état d'avancement des travaux de la commission d'experts concernant la gestion de crise avec son président faisant fonction, Monsieur Schmitz.

J'aimerais dès lors, Madame la Ministre, vous poser les questions suivantes :

- Pouvez-vous me faire le point sur les prochaines étapes dans ce cadre au sein du gouvernement et notamment en fonction des travaux de ladite commission d'experts mais aussi des autres études universitaires qui sont aujourd'hui bouclées ?
- Vous me rappeliez, à raison, l'importance des travaux menés par vos services afin de disposer d'une image actualisée des risques nationaux pour répartir au mieux les moyens opérationnels fédéraux de la Sécurité civile. Où en sommes-nous dans ce processus ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

03.03 **Annelies Verlinden**, ministre: Monsieur Boukili, tout d'abord, s'agissant de votre première question relative à la réintégration des anciens de la Protection civile, je vous renvoie aux règles d'accès aux emplois de la fonction publique. Une simple réintégration, comme vous le suggérez, serait anticonstitutionnelle.

Pour ce qui concerne votre seconde question, ma position n'a en effet pas évolué. Il convient de disposer avant tout d'une vue claire de la répartition géographique des zones vulnérables aux risques de sécurité civile et d'une cartographie des moyens d'intervention. Ces deux critères forment une base essentielle pour décider de la pertinence de nouveaux postes de la Protection civile et de leur éventuelle disposition géographique. J'ajoute que l'ouverture de nouveaux postes suppose des crédits supplémentaires non seulement en personnel, mais également en équipement et en fonctionnement. La priorité me semble, dès lors, résider dans le renforcement de l'effectif actuel de la Protection civile, raison pour laquelle je me concentre sur cet aspect sous cette législature.

Monsieur Thiébaut, concernant votre première question, comme je m'y suis engagée, et m'appuyant pour ce faire sur les recommandations des experts académiques qui ont conduit l'évaluation de la réforme de la Protection civile, j'ai introduit une demande de moyens budgétaires complémentaires afin de lui permettre de disposer d'effectifs suffisants au regard de ses missions. Ces demandes budgétaires seront discutées lors du prochain contrôle budgétaire.

S'agissant de votre seconde question, le Centre de crise coordonne actuellement une nouvelle itération de l'évaluation des risques nationaux. Cette évaluation, conduite selon une approche "tous risques", porte sur la période 2023-2026 et rassemble plus de 200 experts issus d'organismes gouvernementaux relevant tant du fédéral que du régional, mais également des centres de connaissance et des universités. J'espère pouvoir disposer de leurs conclusions cette année encore. Je vous remercie de votre attention.

03.04 **Nabil Boukili (PVDA-PTB):** Madame la ministre, je vous remercie de vos réponses.

Bien entendu, je ne vous demande pas de réintégrer les anciens travailleurs de la Protection civile de manière inconstitutionnelle. Bien sûr que non! En revanche, si vous ouvrez des postes à pourvoir, vous allez devoir faire appel à des candidatures. En ce cas, les intéressés pourront postuler selon les règles constitutionnelles en vue d'obtenir ces fonctions. Le problème est que vous ne les recrutez pas. Autrement dit, même en passant par les canaux constitutionnels, ils ne pourront pas postuler, parce qu'il faut des postes à pourvoir. Ça, c'est une première chose.

La deuxième chose, c'est qu'une bonne partie de ce personnel ne postulera pas, même s'il souhaitait être recruté, parce que les deux seules casernes qui restent sont trop éloignées pour beaucoup d'entre eux. C'était un élément de démotivation pour ces agents. Quant à vous, vous ne semblez pas vouloir rouvrir des casernes. Le problème persiste: si vous voulez qu'ils suivent la procédure, alors ouvrez des postes à pourvoir pour qu'ils postulent.

Deuxièmement, il faut ouvrir des casernes pour rassembler toutes ces forces et leur donner la possibilité d'avoir un lieu de travail adéquat et qu'ils ne se tapent pas deux heures de trajet à chaque fois. Votre réponse à ma question confirme donc votre inaction dans ce dossier-là. Ni ouverture de caserne, ni recrutement, ni investissements dans un dossier qui est, tout de même, depuis les inondations dans notre pays, une priorité. Dans votre ministère, cette priorité est complètement abandonnée puisque rien n'a bougé depuis la réforme Jambon. C'est la même chose qui continue.

03.05 **Éric Thiébaut** (PS): Merci pour vos éclaircissements, Madame la ministre. Vous connaissez mon point de vue par rapport à ce dossier: je l'ai déjà maintes fois répété au sein de cette commission. J'ai quand même obtenu des éléments nouveaux, que vous m'avez fournis en question écrite, par rapport à la situation de la Protection civile. Vous m'avez en effet donné l'état actuel du personnel de la Protection civile. C'est là que nous avons pu constater que le nombre de volontaires à la Protection civile avait diminué de 75 %. 75 %! C'est hallucinant. Le nombre de professionnels, par contre, a diminué de 40 à 50 %.

Il ne faut pas avoir fait de grandes études universitaires pour comprendre qu'en fait la diminution du nombre de volontaires est due à la diminution du nombre de casernes et surtout au fait que les casernes ne sont pas bien réparties sur le territoire de notre pays et beaucoup trop éloignées d'une grande partie du territoire.

Je ne vais pas toujours répéter les mêmes constats. Je pense que le bon sens voudrait qu'on augmente le nombre de casernes. Je ne dis pas qu'il faut revenir à six casernes comme avant mais je pense que revenir à une caserne en plus en Flandre et à une de plus en Wallonie serait quelque chose d'assez rationnel pour commencer. Je ne pense pas que cela coûterait aussi cher que ne le disent vos services.

Je dois vous dire aussi que j'ai reçu une liste de plusieurs dizaines de noms avec des signatures d'anciens agents de la Protection civile qui l'ont finalement quittée mais qui sont demandeurs, comme l'a dit mon collègue, de la réintégrer. Quand on a comme constat à la fois qu'on n'arrive pas à remplir le cadre actuel et que d'autre part, il y a des agents qui étaient là avant, qui sont formés et qui disent vouloir revenir, il y a quand même un souci.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

04 **Vraag van Ortwin Depoortere aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing)** over "Het geweld tegen de politie en de zwaargewonde politieagent van de Brusselse lokale politie" (55034103C)

04 **Question de Ortwin Depoortere à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique)** sur "La violence contre la police et la policière de la police locale bruxelloise gravement blessée" (55034103C)

04.01 **Ortwin Depoortere** (VB): Mevrouw de minister, ik verwijst naar mijn schriftelijk ingediende vraag.

Op dinsdagmiddag 7 februari 2023 raakte een Brusselse politieagent zwaargewond bij een incident in het cellencomplex van de Brusselse lokale politie. Volgens de laatste informatie zou ze niet langer in levensgevaar zijn. De jonge politieagent raakte zwaargewond toen een 41-jarige man zich hardhandig verzette. Volgens de eerste vaststellingen viel de 41-jarige man de twee politieagenten aan die de fouillering uitvoerden en sloeg hij een van hen herhaaldelijk. Een 21-jarige politieagent die ter versterking was gekomen, zou op haar beurt meerdere malen in het gezicht zijn geslagen. De persoon werd vervolgens door de politie overmeesterd. De agente verloor in het cellencomplex het bewustzijn en werd met levensgevaarlijke verwondingen naar het ziekenhuis gebracht. De 41-jarige man die haar

zou hebben geslagen, was opgepakt voor verstoring van de openbare orde en zou overgebracht worden naar het ziekenhuis. Intussen is hij gerechtelijk van zijn vrijheid beroofd, aldus het parket. Er was voor hem een Nixon-procedure opgestart. Dat wil zeggen dat de man gedwongen in de psychiatrie kon worden opgenomen.

Kan u een actuele update van de situatie geven en beschrijven wat er precies gebeurd is?

Wat is intussen bekend van de dader en zijn motieven?

Kan u een gedetailleerd daderprofiel geven, meer bepaald wat betreft, leeftijd, woonplaats, nationaliteit, afkomst en eventuele gerechtelijke of andere antecedenter?

Wat is intussen de gezondheidstoestand van de politieagente? Kreeg zij bijstand?

Hoeveel agenten raakten er precies gewond? Hoeveel van hen raakten daarbij arbeidsongeschikt en voor welke periode?

Wat is intussen de status van de verdachte? Is hij voor een onderzoeksrechter verschenen, of werd hij intussen geïnterneerd?

Hebt u een gedetailleerd zicht op het aantal agenten van de Brusselse politie die er het komende jaar slachtoffer werden van geweld tegen politie?

Waarom is er op dit ogenblik nog steeds geen centrale registratie mogelijk van feiten van geweld tegen politieagenten?

Wat gaat u doen om deze registratie binnen de kortst mogelijke termijn mogelijk te maken?

04.02 Minister **Annelies Verlinden**: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Depoortere, aangezien er een gerechtelijk onderzoek loopt, kan ik geen details geven over het incident.

Wat ik wel kan meegeven, is dat tijdens de interventie twee politiemensen gewond geraakt zijn. Eén medewerker is verzorgd in het ziekenhuis, maar heeft inmiddels de dienst hervat. De korpschef van de zone heeft de betrokken collega's ontmoet. Zij worden door de zone nader opgevolgd en bijgestaan, zoals vastgelegd in de rondzendbrief GPI 100. Ik vernam ook dat de politiezone zich burgerlijke partij zal stellen voor dat incident.

Uw vraag over de huidige status van de verdachten valt onder de bevoegdheid van mijn collega-minister van Justitie.

Zoals ik al heb aangegeven in eerdere antwoorden op een parlementaire vraag in het kader van het geweld tegen of door de politie, gebruikt de politie de vattingstool MISI (Melding Incidenten Signalement Incidents). Om een proces-verbaal op te stellen, zijn in de tool drie aanvinkvakjes gecreëerd, die bij een correcte vatting door de gebruiker geweld tegen en door de politie, alsook diefstal en verlies van uitrustingstukken registreren.

Het registratiesysteem of flux voorziet sinds 1 augustus 2017 in de opmaak van algemene statistieken die maandelijks intern binnen de GPI worden gepubliceerd. Bovendien staat MISI de politiezones ook toe te voorzien in de opmaak van hun eigen statistieken inzake geweld tegen en door de politie.

Op basis van de registratie van MISI op 24 februari 2023 werden 1.492 feiten van geweld tegen de politie voor 2022 op het niveau van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest geregistreerd. Daarbij dient te worden opgemerkt dat de cijfergegevens van 2022 nog niet volledig zijn, aangezien nog niet alle processen-verbaal werden doorgestuurd naar de databank. Voor 2021 werden 1.835 feiten geregistreerd.

04.03 **Ortwin Depoortere** (VB): Mevrouw de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Het is een goede zaak dat de politiezone zich burgerlijke partij heeft gesteld en ook de nodige bijstand verleent aan de getroffen politieagenten op alle andere vlakken.

Ik heb u wel niet goed begrepen over de registratie. Bedoelt u dat er één knop is voor geweld tegen en door de politie? Dat lijken mij immers totaal andere zaken te zijn. Het zou nuttig zijn, mochten wij de feiten kennen van het geweld tegen de politie en het geweld door de politie. Ik heb een licht vermoeden dat de cijfers van het eerste veel hoger zullen liggen dan de cijfers van het tweede, wat sommigen niet kunnen ondersteunen. Het lijkt mij echter vreemd om beide zaken met één knop te laten registreren. Misschien moet daarin verandering komen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

05 Vraag van Eva Platteau aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De politieaanpak van het fenomeen van gedwongen criminaliteit" (55034104C)

05 Question de Eva Platteau à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "La gestion policière du phénomène de criminalité forcée" (55034104C)

05.01 **Eva Platteau** (Ecolo-Groen): Mevrouw de minister, de laatste maanden hebben we in de bijzondere commissie Mensenhandel en Mensensmokkel gewerkt rond het fenomeen van mensenhandel. Uit verschillende jaarverslagen van Myria blijkt dat het fenomeen van gedwongen criminaliteit een vorm van mensenhandel is waarop we weinig zicht hebben.

Bij gedwongen criminaliteit of criminale uitbuiting wordt iemand gedwongen tot crimineel gedrag. De slachtoffers worden bijvoorbeeld tewerkgesteld in een cannabisplantage of ingeschakeld voor drugstrafiek of gedwongen tot bedelarij of tot het plegen van diefstallen. De buit gaat dan naar de uitbuiter, die een grote macht heeft over het slachtoffer. Kwetsbare jongeren en ongedocumenteerden lopen een groter risico om uitgebuit te worden omdat zij zich vaker in een afhankelijkheidsrelatie bevinden.

Bij gedwongen criminaliteit is het onderscheid tussen dader en slachtoffer niet altijd duidelijk. Wanneer een slachtoffer in aanraking komt met de politiediensten, wordt hij of zij in eerste instantie vaak als dader van strafbare feiten gezien en ook zo behandeld en wordt zijn of haar hoedanigheid van mogelijk slachtoffer van mensenhandel vaak niet gedetecteerd. Volgens Myria heeft de politie in 2020 zeven keer gedwongen criminaliteit vastgesteld en zeven keer gedwongen bedelarij, maar het totaal aantal slachtoffers ligt in realiteit vermoedelijk heel wat hoger.

Hoe verklaart u het lage aantal vaststellingen van gedwongen criminaliteit? Zijn er bepaalde richtlijnen voor agenten die in contact komen met slachtoffers van gedwongen criminaliteit? Hoe wordt bij misdrijven die door minderjarigen worden gepleegd, onderzocht of dat onder dwang gebeurde? Worden er bijvoorbeeld risicoanalyses gemaakt door de politiediensten?

Komen de verschillende vormen van mensenhandel, zoals seksuele of economische uitbuiting en gedwongen criminaliteit, aan bod in de basisopleiding van de politie of in de voorgezette opleidingen aan de politiescholen? Hoe zult u de politieagenten sensibiliseren om gedwongen criminaliteit als fenomeen te erkennen en gepast te reageren wanneer dat wordt vastgesteld? Zult u nog andere stappen ondernemen om het fenomeen beter aan te pakken?

05.02 Minister Annelies Verlinden: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Platteau, gedwongen bedelarij is statistisch gezien een van de minst zichtbare verschijnselen van mensenhandel. Thans gaat de grootste inzet van de federale politie in verband met het fenomeen mensenhandel naar de vormen van seksuele en economische uitbuiting.

In eerste instantie gebeurt de controle op bedelarij door de lokale politie. Afhankelijk van de prioriteiten van de plaatselijke politieke autoriteiten of het openbaar ministerie, treedt elke politiezone op ten aanzien van dat fenomeen. Gedwongen criminaliteit is doorgaans moeilijker vast te stellen, omdat anders dan bij andere vormen van uitbuiting, de uitbuiting erin bestaat dat het slachtoffer zelf wordt gedwongen om strafbare feiten te plegen. Vaak beschouwen eerstelijnspolitieagenten en magistraten, wanneer zij met dergelijke feiten worden geconfronteerd en als de volledige context nog niet is gekend, die personen in de eerste plaats als daders. Dat maakt het moeilijker om potentiële slachtoffers op te sporen en de procedure te oriënteren op een aanpak van mensenhandel.

De richtlijnen voor de bestrijding van mensenhandel zijn gebaseerd op de instructies van het College van procureurs-generaal. De aanpak van jeugdige delinquenten berust op dezelfde logica. Inbraak, verkoop van drugs en fysiek geweld worden onoverkomelijk beschouwd als criminaliteit.

Over het algemeen handelt het strafrechtelijk systeem in een reflex om jeugdige delinquenten te

beschermen zonder noodzakelijkerwijs mogelijke indicatoren van uitbuiting op te sporen. De groepen minderjarigen die het grootste risico lopen, zijn wel bekend. Verschillende barrières, zoals het gebruik van drugs en een zeker wantrouwen jegens de politie, maken het voor de politie zeer moeilijk om die minderjarigen te benaderen. Die groepen niet-begeleide minderjarige delinquenten worden vaak door volwassenen van dezelfde etnische of culturele afkomst als hen zelf aangezet tot het plegen van strafbare feiten. Zij worden aan hun lot overgelaten door diegenen die misbruik maken van hun precaire situatie. Die niet-begeleide minderjarigen die zich in een situatie van gedwongen delinquentie bevinden, dienen onder specifiek multidisciplinair toezicht te worden geplaatst, zodat de gespecialiseerde diensten de slachtoffers kunnen detecteren, hun bescherming kunnen waarborgen, de nodige zorg en hulp kunnen bieden en de criminelen die hen op een of andere manier uitbuiten, kunnen arresteren.

Sinds 2021 loopt een project om de opleidingsonderdelen mensenhandel te hervormen. De module voor de rechercheurs is intussen afgerond. Ook de basisopleiding in de academies en de nationale politieschool wordt voor dat onderdeel aangepast. Daarvoor is een compleet en gedetailleerd vademecum opgesteld met deskundigen van verschillende achtergronden, zodat onze politiemensen meer opgeleid worden in het fenomeen van mensenhandel.

05.03 Eva Platteau (Ecolo-Groen): Mevrouw de minister, het is inderdaad een complex fenomeen. Het is voor politiediensten niet evident om te weten wat de juiste aanpak is.

Wanneer sprake is van uitbuiting, dwang en het aanzetten tot criminale feiten, waarbij het slachtoffer het gevoel heeft dat het wordt gedwongen en geen vrije keuze heeft, moet alles in het werk worden gesteld om de mensenhandelaars op te sporen en na te gaan wat het achterliggende fenomeen is. In de bijzondere commissie Mensenhandel en Mensensmokkel zullen we daaraan zeker nog verder aandacht besteden, wat misschien tot aanbevelingen kan leiden.

Het is een goede zaak dat in de politieopleidingen meer aandacht zal worden besteed aan mensenhandel in het algemeen en gedwongen criminaliteit in het bijzonder. Uit uw antwoord leid ik af dat de politiescholen werken aan een hervorming van de opleidingen. Dat is zeer nuttig en ook nodig.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

06 Samengevoegde vragen van

- Sigrid Goethals aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De Europese aanpak van drugscriminaliteit" (55034125C)
- Khalil Aouasti aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De missie naar Colombia en Ecuador" (55034649C)

06 Questions jointes de

- Sigrid Goethals à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "L'approche européenne en matière de criminalité liée à la drogue" (55034125C)
- Khalil Aouasti à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "La mission en Colombie et en Équateur" (55034649C)

06.01 Sigrid Goethals (N-VA): Mevrouw de minister, met het bezoek van de EU-commissaris aan de Antwerpse haven geeft de Europese Unie eindelijk een sterk signaal dat men deze problematiek ernstig wil aanpakken, wat overigens hoognodig is. De bestrijding van de internationale georganiseerde drugsmaffia stopt niet bij onze grenzen en vereist uiteraard een internationaal gecoördineerde aanpak. Hierdoor beperken we het risico van het waterbedeffect, namelijk een daling van de drugstrafiek in een land of een regio, met een verschuiving van de trafiek naar een andere route.

Naast een bezoek aan de haven van Antwerpen met de EU-commissaris voor Binnenlandse Zaken, bent u onlangs ook samen afgereisd naar Colombia en Ecuador in een poging de politiesamenwerking te verbeteren en om de drugshandel naar ons continent te bestrijden. Hierover had ik u graag de volgende vragen voorgelegd.

Kunt u toelichting geven bij de voortrekkersrol die zij wensen op te nemen? Welke initiatieven zullen zij

uitrollen in deze Europese aanpak? Hoe kan dit in de bronlanden en bestemmingslanden raken?

Wat kan dat betekenen ter ondersteuning van Antwerpen en de Belgische "war on drugs"?

Wat wou u concreet bereiken met uw reis naar Ecuador en Colombia met het oog op de politiesamenwerking? Hebt u er antwoorden gekregen op uw vragen?

Wat verwacht u de komende maanden concreet van de nieuwe verbindingsofficier in Colombia? Wat heeft die eventueel reeds opgenomen?

Ik dank u voor uw antwoorden.

06.02 Khalil Aouasti (PS): Madame la ministre, les chiffres relatifs au trafic de drogue dans notre pays dépassent l'entendement. Face à l'ampleur de ce phénomène et aux trafics/réseaux se trouvant derrière, le gouvernement a déjà pris des mesures fortes et transversales.

Dans ce contexte lourd, nous avons appris par la presse que vous vous rendiez cette semaine en Colombie et en Équateur, accompagnée de la commissaire européenne de l'Intérieur, Ylva Johansson, afin de discuter avec les autorités de ces deux pays de la nécessité d'intensifier les efforts conjoints contre les groupes criminels.

Madame la ministre, pourriez-vous me faire un débriefing de votre mission en Colombie et en Équateur? Pouvez-vous m'indiquer les autorités que vous avez rencontrées et les engagements pris de part et d'autre? Pouvez-vous m'en dire plus sur les protocoles de coopération avec l'Équateur et la Colombie que vous avez signés en matière de lutte contre la criminalité organisée?

Pour sa part, la commissaire Johansson a annoncé que l'Union européenne lancerait un projet pilote avec la Colombie et Europol sur la coopération policière et l'échange d'informations. Comment la police belge intégrera-t-elle ce projet pilote? D'autres initiatives en ce sens dans un cadre européen sont-elles prévues et seront-elles prises?

06.03 Minister Annelies Verlinden: Mijnheer de voorzitter, collega's, het doel van het werkbezoek dat ik vorige week samen met Europees commissaris Johansson aan Ecuador en Colombia heb gebracht, betrof de samenwerking met die twee landen in de strijd tegen de internationale georganiseerde criminaliteit en de versterking van de aanpak van druggerelateerd geweld. Het is immers zo dat Colombia en Ecuador de belangrijkste bron- en transitlanden zijn voor de illegale trafiek van cocaïne, niet alleen naar Antwerpen maar ook naar andere Europese havens, zoals Rotterdam en Valencia in Spanje.

En Équateur, nous nous sommes notamment entretenus avec le président équatorien Lasso, le ministre de l'Intérieur Zapata, le ministre des Affaires étrangères Holguín, le ministre de la Défense, et leurs vice-ministres. Nous avons également visité le port de Guayaquil qui fut, l'an passé, le principal point de départ des transports de cocaïne depuis l'Amérique latine vers notre pays.

Par ailleurs, nous avons non seulement assisté à une formation de la *Joint Maritime Control Unit* financée par l'Union européenne, mais nous avons aussi visité deux unités de la police équatorienne, lesquelles ont été à la base de la saisie, le jour précédent notre arrivée, de près de neuf tonnes de cocaïne ayant Anvers pour destination.

Daarnaast heb ik een *memorandum of understanding* ondertekend tussen de federale politie van België en het Ecuadoraanse ministerie van Binnenlandse Zaken met betrekking tot de preventie en bestrijding van de internationale georganiseerde criminaliteit. In dat MOU spreken beide partijen de wens uit om hun onderlinge samenwerking te versterken via de organisatie van opleidingen, maar ook het delen van goede praktijken, de uitwisseling van informatie en de organisatie van gemeenschappelijke operaties.

Om uitvoering te geven aan het MOU bereidt de federale politie een bilateraal actieplan voor met de nationale politie van Ecuador, waarin zal worden vastgelegd welke gemeenschappelijke activiteiten ze

in 2023-2024 samen zullen uitvoeren. De draft van dat actieplan werd reeds bezorgd aan de politie daar. Er is ons verzekerd dat men snel zal overgaan tot de verdere besprekking ervan.

En Colombie, nous avons rencontré le vice-ministre de la Défense Lara, le ministre des Affaires étrangères Leyva et le ministre de la Justice Osuna. Nous avons également visité le parquet général et le quartier général d'AMERIPOL, la Communauté régionale regroupant les services de police de 29 pays d'Amérique du Nord, centrale et du Sud.

La police fédérale élaborera avec la police nationale colombienne un plan d'action bilatéral pour la période 2023-2024 en exécution du *memorandum of understanding* (MoU) conclu par les deux institutions en 2019. A ce sujet, un brouillon du *joint action plan* a déjà été envoyé par notre officier de liaison à la police colombienne pour être discuté dans les semaines à venir.

De verbindingsofficier van de Belgische politie, waartoe wij eerder besloten, is in Bogota aangeduid en is op 1 februari van dit jaar in plaats gesteld. Hij is geaccrediteerd voor Colombia en Ecuador. Uiteraard zijn zijn belangrijkste taken dezelfde als die van de andere verbindingsofficieren van België in het buitenland, namelijk het ondersteunen en versnellen van de politieke informatie-uitwisseling en de uitvoering van rechtshulpverzoeken tussen ons land en zijn werklanden.

Bovendien is er een belangrijke rol weggelegd met betrekking tot de beeldvorming omtrent criminaliteit, want ook daarop werd aangedrongen. Wij moeten absoluut een strategische analyse maken van de organisatie van die georganiseerde misdaad. Daartoe zal die verbindingsofficier, vermits het om een nieuwe post gaat, in de eerste plaats werk maken van de uitbouw van zijn netwerk van contacten binnen de politiediensten, maar ook de gerechtelijke overheden van zijn werklanden. Wij hebben daartoe reeds de nodige aanzet gegeven tijdens het bezoek, om die contacten onmiddellijk op het juiste, hoge niveau tot stand te brengen.

Ik ben ervan overtuigd dat ons bezoek aan Ecuador en Colombia geholpen heeft om de deuren te openen voor die verbindingsofficier, zodat hij ook snel de nodige ondersteuning van daaruit zal kunnen bieden aan onze Belgische onderzoekers. Ik verwacht alvast dat de informatie-uitwisseling met Colombia op korte termijn nog intenser en efficiënter zal worden. Er is reeds een goede uitwisseling, maar er is nog werk te doen, en dat zeker ook via Europol. Colombia beschikt sinds 2016 immers over een operationeel samenwerkingsakkoord met Europol, als het enige Latijns-Amerikaans land. Dat kan zowel bilateraal als via de verbindingsofficier van Europol.

Nauwe operationele samenwerking en concrete onderzoeken moeten ertoe leiden dat wij niet alleen ladingen cocaïne in beslag nemen, waarbij Colombia reeds grote inspanningen levert, maar dat wij ook de criminale organisaties kunnen aanpakken die verantwoordelijk zijn voor de organisatie van de internationale cocaïnetrafiek. Dat kan onder meer ook door operationeel beelden uit te wisselen, die door de douane en de politie daar gemaakt worden en gedeeld worden met onze politie en douane, zodat eventuele verschillen of bepaalde afwijkende bewegingen zo snel mogelijk kunnen worden vastgesteld.

Tant les autorités colombiennes qu'équatoriennes ont indiqué qu'elles souhaitaient placer au plus vite leurs propres officiers de liaison en Belgique. Je suis convaincue que ces initiatives contribueront à renforcer l'échange d'informations policières et à exécuter plus facilement nos demandes d'entraide judiciaire internationale permettant ainsi à nos services de police de lutter plus efficacement contre les réseaux criminels actifs dans le trafic international de cocaïne.

Het bezoek aan Ecuador en Colombia heeft mij er nog meer van overtuigd dat de georganiseerde drugscriminaliteit enkel op Europees en internationaal niveau kan worden aangepakt. Bijgevolg is het heel belangrijk dat de Europese Unie daarvoor de nodige geharmoniseerde instrumenten kan aanreiken.

Mevrouw Goethals, ik ben dan ook blij dat u aangeeft dat de Europese Unie haar inspanningen dienaangaande heeft versterkt. Het was ook de eerste keer dat een Europese Commissaris voor Binnenlandse Zaken in de regio aanwezig is geweest. Wij weten het intussen immers: *it takes a network to fight a network*.

Ik kijk dan ook uit naar het anticorrupciepakket van de Europese Unie, omdat het ons meer

mogelijkheden zal moeten bieden om in te gaan tegen de mogelijkheden van grote criminale organisaties, die binnen alle sectoren personeel kunnen omkopen. Wij weten dat er zoveel geld omgaat in die wereld dat corruptie een wezenlijk onderdeel uitmaakt van hun businessmodel.

Ook op dat vlak heb ik bij de Europese Commissie erop aangedrongen om verder in te zetten op de middelen van corruptie. Zonder het uitroeien van corruptie en zonder het uitroeien van de infiltratie bij zowel bedrijven als bij publieke diensten zullen we de strijd immers niet kunnen winnen.

De Europese Commissie heeft de voorbije jaren al heel veel voorstellen gedaan in de strijd tegen de georganiseerde drugscriminaliteit. In 2021 werden bijvoorbeeld de EU-drugsstrategie en het bijhorende actieplan goedgekeurd, waarbij ook een specifiek aantal acties is gericht op de drugshandel via de grote Europese havens. De nadere uitvoering van die strategie heeft de Europese Commissie al afgewerkt. Ze heeft ook nieuwe voorstellen gelanceerd. Er is bijvoorbeeld de centrale ondersteunende rol van Europol, die bijvoorbeeld ook aan bod is gekomen in het Sky ECC-onderzoek. Door de in werking getreden wijziging van de Europolverordening is die rol nog meer versterkt.

Teneinde de lidstaten meer mogelijkheden te geven om de criminale organisaties pijn te doen waar zij dat het meest voelen, namelijk in hun portemonnee, heeft de Europese Commissie ook voorstellen inzake nieuwe Europese regels betreffende beslagname en verbeurdverklaring gedaan. Dat gaat over de *confiscation*. De Europese Unie heeft ook de ambitie om met vijf Zuid-Amerikaanse landen een akkoord te sluiten dat specifiek zal focussen op de cocaïnetrafiek vanuit hun havens.

De Europese Commissie heeft ook haar steun verleend voor bepaalde acties die werden uitgewerkt binnen de *coalition of European countries fighting organised crime*, waarvan België eind 2021 een van de initiatiefnemers was en waaraan intussen ook vijf andere Europese landen deelnemen.

Pour ce qui est de l'Union européenne, je confirme que la commissaire Johansson a annoncé au cours de notre visite que la Commission européenne lancerait un projet pilote avec la Colombie qui est devenue, en 2016, le premier pays et, à ce jour, le seul pays d'Amérique latine à signer un accord de coopération opérationnelle avec Europol.

Ce projet, qui sera mis en œuvre avec l'appui d'un consortium – encore à constituer – d'États membres de l'Union européenne, vise à poursuivre le renforcement de l'échange d'informations entre la police colombienne et Europol en vue du démantèlement d'organisations criminelles actives en Colombie et/ou au sein de l'Union européenne.

L'Équateur n'a pas encore signé d'accord de coopération avec Europol mais la Commission européenne a récemment annoncé qu'elle souhaitait entamer les négociations en la matière. L'Équateur demandait également de conclure un contrat avec Europol.

Dans les deux pays, la commissaire Johansson a notamment plaidé en faveur de plus de dialogue au niveau politique et a proposé de soutenir ceux-ci dans l'exécution d'analyses de vulnérabilité de leurs ports, comme nous avons l'intention de le faire pour le port d'Anvers, dans le renforcement de la coopération publique/privée et dans la lutte contre la corruption.

06.04 Sigrid Goethals (N-VA): Mevrouw de minister, we zullen dat natuurlijk opvolgen. Het is een eerste stap in de goede richting. Ik hoop dat het daarbij niet blijft. De aanpak van drugs is hoe langer hoe meer een zeer grote problematiek, die de laatste decennia is toegenomen. We moeten het principe '*follow the money*' toepassen. Er is een totaalpakket nodig en hopelijk komen we eindelijk tot een oplossing.

06.05 Khalil Aouasti (PS): Madame la ministre, je vous remercie pour votre réponse extrêmement complète.

La coopération par l'intermédiaire des agents de liaison et la réalisation du *memorandum of understanding* est capitale car elle permet de planifier une structure de lutte contre le trafic international de drogue qui engendre d'autres trafics criminels. A cela s'ajoute le fait qu'il faut pouvoir mettre en place les capacités opérationnelles humaines et techniques pour ce faire.

Comme je le dis souvent, la guerre contemporaine la plus longue, qui n'est toujours pas achevée, a commencé aux États-Unis en 1971. On l'appelle la War on drugs. Elle dure et perdure depuis 50 ans, malgré des moyens opérationnels qui sont colossaux, parce que derrière cela, il y a des intérêts économiques importants.

Si l'Europe ne permet pas de déployer les moyens budgétaires et financiers pour se doter des capacités opérationnelles pour lutter contre ces cartels de la drogue et tout ce qu'ils amènent et charrient avec eux, l'océan Atlantique ne sera qu'une frontière perméable, d'ici quelques années. Il faut donc vraiment veiller à étudier ce phénomène et à développer les réponses et les manières de lutter contre celui-ci bien plus amplement que par la réalisation du MoU ou la mise en place d'agents de liaison, même si cela constitue un premier pas important qui va dans le bon sens et qui permet la coopération. Il faut que cela soit doublé de moyens techniques et opérationnels et donc budgétaires.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

07 Vraag van Ortwin Depoortere aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De problemen in de noodcentrale 112 van Gent en het personeelsverloop" (55034371C)

07 Question de Ortwin Depoortere à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "Les problèmes au sein de la centrale d'urgence 112 de Gand et la rotation du personnel" (55034371C)

07.01 **Ortwin Depoortere** (VB): Mevrouw de minister, ik verwijs naar de ingediende vraag.

Uit goede bron werd ik geïnformeerd over een aanslepende problematische werkingssituatie bij de noodcentrale 112 in Gent. Ik verneem dat de dienst al geruime tijd onderbemand is, meer precies dat er voor een effectief kader van 38 VTE's actueel slechts 26 VTE'S zouden zijn, met name een manco van 12 VTE's. Een simpele rekensom leert dan dat deze dienst moet werken met een personeelstekort van ruim 30%.

Dat zorgt volgens mijn informatie voor gevaarlijke situaties. Zo zouden er voor een goede en normale werking overdag minstens zeven VTE's permanent aanwezig moeten zijn, maar blijken er dat in de realiteit maximum vijf te zijn. Tijdens de nacht is de situatie zo mogelijk nog meer preair. De nachtshiften worden gedaan met drie VTE's terwijl dit er minimum vijf zouden moeten zijn.

De situatie leidt ertoe dat de medewerkers van de noodcentrale 112 te Gent niet beschikken over eetpauzes en dat zij slechts korte en snelle toiletpauzes krijgen. Bovendien blijkt uit mijn informatie dat er een groot personeelsverloop is op deze dienst. Het management heeft voor een groot aantal deelnemers het vertrouwen verloren, er is ook sprake geweest van pesterijen op de werkvlloer en er zou weinig tot geen empathie betoond worden door de directie. Het ziekteverzuim is er bovendien hoog en langdurig.

1. Is deze schrijnende situatie u bekend? Zo ja, sinds wanneer en wat hebt u er al aan gedaan of wat gaat u er aan doen?

2. Bent u zeker dat ondanks het hoge personeelstekort en de slechte werksituatie de veiligheid van onze burgers in Oost-Vlaanderen gegarandeerd is? Hoe gaat u dat personeelstekort oplossen?

3. Hebt u concrete gegevens over het personeelsverloop op die noodcentrale? Met name hoeveel personeelsleden zijn daar de voorbije jaren reeds vertrokken en wat is daar de reden van?

4. Hebt u concrete gegevens over het aanwervingsbeleid? Met name waarom worden die plaatsen niet ingevuld? Hoeveel openstaande vacatures zijn er momenteel voor operatoren?

5. Het blijkt ook dat het handboek voor de operatoren in Oost-Vlaanderen uitzonderlijk volumineus is (meer dan 500 bladzijden) en in elk geval niet in redelijke verhouding staat tot dat van andere noodcentrales bijvoorbeeld dat van West-Vlaanderen. Kan u dit objectief verklaren? En begrijpt u dat dit toekomstige kandidaten afschrikt?

6. De aangehaalde elementen zijn van dergelijke ernstige aard dat het mij dringend noodzakelijk lijkt om een onafhankelijke audit te laten uitvoeren die het mogelijk maakt op onafhankelijke wijze de situatie te evalueren en te remediëren naar de toekomst. Zal u zo'n audit laten organiseren? Zo ja, wanneer plant

u dit? Zo neen, waarom niet?

07.02 Minister Annelies Verlinden: Mijnheer Depoortere, ik ben uiteraard op de hoogte van de soms moeilijke situatie van de noodcentrales om de personeelskaders in te vullen. Ik heb echter geen weet van een gebrek aan empathie bij de lokale directie. Evenmin ben ik op de hoogte van pesterijen op het werk. Ik kan u wel melden dat de FOD Binnenlandse Zaken daaromtrent een zeer rigoureus beleid voert. Als werknemers het slachtoffer zouden zijn van dergelijke laakkbare omstandigheden, nodig ik hen in elk geval uit om bij de interne dienst voor veiligheid en preventie een klacht in te dienen.

Specifiek voor de noodcentrale 112 van de provincie Oost-Vlaanderen telt het kader 35 operatoren. Volgens de recentst beschikbare cijfers is er momenteel een invulling van 31,4 FTE's, operatoren in opleiding inbegrepen. Om de personeelskaders van de noodcentrales 112 en de 101-centrales op te vullen, worden elk jaar nieuwe selectieprocedures uitgeschreven en wordt er aangeworven. In vorige antwoorden op parlementaire vragen van uw collega's heb ik daarover al cijfers bezorgd. Zoals ik eerder ook al heb gezegd, is het niet altijd evident om kandidaten te vinden voor de verschillende centrales. Dat heeft onder meer te maken met de krapte op de arbeidsmarkt. Bovendien hoef ik u niet uit te leggen dat wij ons in budgettaar moeilijke of uitdagende omstandigheden bevinden, wat effectief ook een impact heeft.

Toch is het mijn absolute ambitie om de noodzakelijke inspanningen voort te zetten. De bovenprovinciale werking laat bovendien toe om operatoren in een bepaalde noodcentrale 112 te huisvesten, maar hen voor een andere centrale oproepen te laten afhandelen bij momenten van piekbelasting, wanneer daar absoluut nood aan zou zijn, om spoedig oproepen te kunnen beantwoorden. Zo kunnen bijvoorbeeld West-Vlaamse operatoren worden aangeworven die vanuit de noodcentrale 112 van Brugge op bepaalde piekmomenten oproepen zullen afhandelen voor de noodcentrale 112 van Oost-Vlaanderen. Op die manier kunnen tekorten op die bepaalde momenten worden bijgepast. Uiteraard blijft het de bedoeling – dit wil ik benadrukken – om het eigen personeelskader voor de noodcentrale 112 van elke provincie volledig te vullen.

Qua uitstroom van operatoren uit de noodcentrale 112 van Oost-Vlaanderen kan ik u melden dat er de afgelopen vijf jaar negentien mensen zijn vertrokken, wat neerkomt op 3,8 fte's per jaar. De redenen voor dat vertrek zijn uiteenlopend. Het gaat om mensen die een andere functie hebben gevonden, onder meer een functie bij een brandweerzone, en er zijn mensen die met pensioen gaan.

De operationele processen en procedures, opgenomen in het handboek dat u vermeldt in uw vraag, zijn belangrijk en bieden houvast en ondersteuning aan operatoren. Tevens beschermen ze hen tegen aansprakelijkheidsvorderingen. Daarnaast werkt men continu om de werkprocessen van de verschillende centrales nog beter op elkaar af te stemmen en waar mogelijk te vereenvoudigen. In het kader van de voormelde bovenprovinciale werking is dat ook noodzakelijk.

Tot slot kan ik u melden dat ik een onderhoud had met een delegatie van de operatoren. Ik heb zowel de delegatie als de vakbonden gesproken. Naar aanleiding van die specifieke meeting heb ik de Federale Interne Audit gevraagd om na te gaan of de interne processen voor die noodcentrales kunnen worden geoptimaliseerd. Er waren al contacten met de medewerkers van de auditdienst. Ik wacht nog op een beslissing of advies van de auditdienst, om daar verder gevolg aan te kunnen geven.

07.03 Ortwin Depoortere (VB): Mevrouw de minister, vooral dat laatste lijkt me zeer belangrijk. Mijn contacten zijn formeel over de werksfeer die daar heerst. Het zeer grote personeelsverloop zou daarmee te maken kunnen hebben.

U probeert een oplossing te zoeken bij de bovenprovinciale werking, maar laat het duidelijk zijn dat die een hulpmiddel moet blijven. Het mag zeker geen structurele oplossing zijn. Er zijn verhalen dat het zelfs gaat tot burgers helpen in de verre Ardennen, wat tot situaties leidt waarin men elkaar taalkundig misschien niet helemaal verstaat.

Ik hoor u graag zeggen dat die handboeken voor operatoren vereenvoudigd moeten worden en dat dit in de bovenprovinciale werking gelijkgestemd moet worden. U zult het evenwel met me eens zijn dat die 500 bladzijden in Oost-Vlaanderen helemaal geen normale zaak zijn. Ik hoop dat ook de auditdiensten dat inzien en dat kunnen verhelpen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

08 Vraag van Ortwin Depoortere aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De afbouw van het sporenteam van de Antwerpse politie en de impact op het labo TWP" (55034372C)

08 Question de Ortwin Depoortere à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "La suppression de l'équipe de relevés de traces de la police d'Anvers et son impact sur le labo PTS" (55034372C)

08.01 **Ortwin Depoortere** (VB): Mevrouw de minister, in 2013 werd door de politie van Antwerpen een sporenteam van acht leden opgericht, die onderdak kregen in het labo van de TWP (technische en wetenschappelijke politie) van Antwerpen. Het was de bedoeling om te zorgen voor een dekking van 100 % op het vlak van diefstallen op het grondgebied van Antwerpen.

Op 10 november 2022 besliste de politie van Antwerpen om de sporensectie te reduceren van acht naar vier mensen. Die laatste vier krijgen nu te horen dat hun afdeling bij de FGP Antwerpen, afdeling Labo, zal worden ondergebracht. Intussen zijn de vier overgebleven personeelsleden naar een andere betrekking bij de politie van Antwerpen overgeplaatst.

Het is spijtig dat de opgebouwde knowhow van een kleine tien jaar overboord wordt gegooid, terwijl het aantal diefstallen binnen de stad Antwerpen terug in een stijgende lijn zit. Het belang van zo'n sporenteam voor de ophelderingsgraad van misdrijven mag niet worden onderschat.

Niemand is tevreden met die maatregel: niet de slachtoffers en de betrokken agenten en al zeker niet de mensen van de FGP Labo TWP, die nu extra met het sporenonderzoek van de stad Antwerpen worden belast.

Een reden voor de ontmanteling van een goedwerkende en noodzakelijke dienst werd niet meegedeeld. Ik denk dat dit toch enige verklaring vraagt, vooral omdat de overheid al jaren de mond vol heeft over de versterking van de federale en lokale politie.

Mevrouw de minister, bent u op de hoogte van de reden waarom de politie van Antwerpen het lokale sporenteam heeft opgedoekt? Zal de verloren gegane capaciteit, met name acht vte's gedurende tien jaar, geleverd door de lokale politie van Antwerpen, op korte termijn door leden van de federale politie worden vervangen? Zult u het kader bij de federale politie uitbreiden?

Is er voorafgaand aan de beslissing overleg met de stad Antwerpen geweest? Of is die beslissing eenzijdig door de stad Antwerpen genomen?

Was er een financiële vergoeding van de federale politie aan de lokale politie van Antwerpen om de voorbije tien jaar in een deel van dat team van acht vte's te voorzien?

Overweegt u eventueel om in gesprek te gaan met de stad Antwerpen om opnieuw een ondersteuning voor de FGP op te zetten? Zo ja, wanneer zult u dat doen? Zo neen, waarom niet?

08.02 **Minister Annelies Verlinden:** U hebt mij vragen gesteld die betrekking hebben op de organisatie van de politiezone Antwerpen. Als minister van Binnenlandse Zaken heb ik geen rechtstreekse zeggenschap daarover. Ik ben niet de schoonmoeder van die lokale politiezone, en dat is allicht maar goed ook.

Ik begrijp wel, uit informatie die mij door de lokale politie ter beschikking is gesteld, dat het sporenteam niet langer als individuele afzonderlijke afdeling bestaat. Ik heb ook begrepen dat het sporenteam opgestart was als een tijdelijk project in het kader van woninginbraken, die de laatste jaren sterk zouden zijn verminderd. Tussen 2013 en 2022 zou het aantal woninginbraken met 47 % gedaald zijn. Dat heeft er onder meer toe geleid dat de politiezone Antwerpen die beslissing heeft genomen in volle autonomie over de organisatie van haar interne werking.

Uw tweede vraag betrof het dienstaanbod van de technische en wetenschappelijke politie van de FGP in Antwerpen. U had het over dezelfde diensten voor Antwerpen als die voor andere lokale politiezones. De technische en wetenschappelijke politie kan niet alle inbraken behandelen. Daarbij wordt dus een selectie van de meest relevante feiten gemaakt. Dat maakt het voor de TWP mogelijk om zich te concentreren op plaatsen van misdrijven die het meest waarschijnlijk exploiteerbare sporen bevatten, maar ook op de meest ernstige incidenten, zoals die uitgevoerd met geweld. Ook daar is de werkwijze niet specifiek voor Antwerpen, maar wordt die eveneens in andere arrondissementen op die manier toegepast.

08.03 **Ortwin Depoortere** (VB): Uiteraard begrijp ik dat u zich wat afschermt en zich niet te veel wil bemoeien met de interne organisatie van lokale politiezones. Dit heeft echter wel een impact op de federale politie. Het is een dienst die zeer goed werkt, die de knowhow heeft, die expertise heeft, waarvan duidelijk is dat hij ook resultaat oplevert. Men moet criminaliteit op een efficiënte manier proberen op te helderen. Door het wegvalLEN van die dienst komt de last terecht bij de FGP, waarvan u nu zegt dat zij een selectie moeten maken en dus niet alles kunnen opvolgen. Zij maken een selectie van de meest ingrijpende incidenten, om die voorrang te geven ten opzichte van andere.

Dat is een spijtige zaak. Dat komt de veiligheid niet ten goede. Dat komt de sfeer binnen de politiezone ook niet ten goede. Hopelijk wilt u dat in de toekomst samen met mij vaststellen en wilt u daarvoor toch maatregelen nemen, al is het maar in de vorm van een financiële vergoeding om een dergelijke sporendienst opnieuw functioneel te maken in de politiezone Antwerpen.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

09 Questions jointes de

- Samuel Cogolati à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "L'envoi de soldats à la centrale nucléaire de Doel" (55034400C)
- Franky Demon à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "Le recours à la DAB et à la Défense pour sécuriser la centrale nucléaire de Doel" (55034470C)
- Samuel Cogolati à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "Le déploiement des militaires à la centrale de Doel" (55034842C)
- Eric Thiébaut à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "La protection des sites nucléaires" (55034909C)

09 Samengevoegde vragen van

- Samuel Cogolati aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "Het sturen van soldaten naar de kerncentrale van Doel" (55034400C)
- Franky Demon aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De inzet van de DAB en Defensie voor de beveiliging van de kerncentrale van Doel" (55034470C)
- Samuel Cogolati aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De inzet van militairen aan de kerncentrale van Doel" (55034842C)
- Eric Thiébaut aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De bescherming van nucleaire sites" (55034909C)

09.01 **Samuel Cogolati** (Ecolo-Groen): *Madame la ministre, dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue, le Conseil national de sécurité aurait décidé de déployer une cinquantaine de militaires belges afin de protéger la centrale nucléaire de Doel.*

Un risque particulier a-t-il identifié au niveau de la centrale nucléaire de Doel en lien avec le trafic de drogue en Belgique? Si oui, de quelle nature?

09.02 **Franky Demon** (cd&v): *Mevrouw de minister, u zet – terecht – sterk in op de aanpak van de georganiseerde drugscriminaliteit in en rond de Haven van Antwerpen. Eén van de maatregelen die u neemt is de oprichting van een beveiligingskorps in de schoot van de Scheepvaartpolitie. Dat korps zal*

uit 86 mensen bestaan. 50 daarvan zijn politiemensen van DAB die tot nu toe instonden voor beveiliging van de nucleaire site in Doel.

De beveiliging in Doel zal opnieuw overgenomen worden door Defensie. Zij hadden op 1 januari hun opdracht daar afgerond en hun taken overgedragen, maar keren nu terug. Wat cd&v betreft verdient de inzet van de politie de voorkeur op de inzet van Defensie voor dit soort taken, maar we begrijpen volkomen dat er in de huidige situatie prioriteit gegeven wordt aan de strijd tegen drugs en we steunen uw beleid ter zake dan ook volkomen.

In uw beleidsnota en tijdens de gedachtewisseling over de kritieke infrastructuren bevestigde u wel nogmaals uw vaste ambitie om de DAB verder te versterken. U zei dat de politieacademie volgend jaar zeven klassen zou organiseren om beveiligingsagenten van politie op te leiden. De ambitie is om op die manier 168 DAB'ers op te leiden. Het zou goed zijn dat die dan zo snel mogelijk onder andere ook voor de beveiliging van de nucleaire sites kunnen worden ingezet.

Ik heb daarom volgende vragen voor u:

Vanaf wanneer heeft Defensie de beveiliging van de nucleaire site in Doel opnieuw overgenomen of zal het die opnieuw overnemen?

Gaat het om een tijdelijke maatregel? Op welke termijn voorziet u dat DAB opnieuw zal kunnen instaan voor deze beveiligingsopdracht?

Blijft DAB in de tussentijd wel instaan voor de beveiliging van de andere nucleaire sites in ons land?

09.03 **Éric Thiébaut** (PS): *Madame la ministre, concernant la DAB et, plus spécifiquement ses missions de protection des sites nucléaires, nous pouvions lire dans votre NPG pour 2023 que « La Direction de la sécurisation (DAB) a été renforcée en 2022 : sa capacité a été portée à 1.343 personnes, sur les 1.600 prévues. Son effectif sera encore élargi en 2023. La reprise de la mission de sécurisation de la Défense par DAB pour les sites nucléaires de Doel, Mol, Dessel et Geel est prévue pour le 1er janvier 2023. ».*

Cependant, quelques semaines plus tard – et dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue dans notre pays et plus singulièrement à Anvers – une série de mesures additionnelles ont été annoncées par le Conseil national de sécurité dont celle d'à nouveau déployer des militaires pour protéger la centrale nucléaire de Doel.

Face à l'urgence, la Défense a donc à nouveau fait preuve de disponibilité pour protéger cette infrastructure énergétique ultra-sensible de notre pays. Ce déploiement temporaire a pour objectif de permettre que les services de police affectés à la protection de la centrale nucléaire puissent être relocalisés vers le port d'Anvers.

J'aimerais dès lors, Madame la Ministre, vous poser les questions suivantes :

- *Concernant l'organisation interne à la DAB, pouvez-vous me faire le point sur les conséquences de cette décision notamment sur les plans humains, opérationnels mais aussi de la formation des agents concernés ?*
- *Cette mesure est-elle bien limitée aux installations nucléaires de Doel ?*
- *Pouvez-vous m'indiquer si une durée est prévue pour ce déploiement militaire ? Celui-ci intervient-il dans les mêmes conditions que les déploiements précédents ?*

09.04 **Annelies Verlinden**, ministre: Collègues, la question concerne une mesure temporaire dans le cadre d'une décision du gouvernement de libérer à court terme des capacités de police à la centrale nucléaire de Doel et d'assurer temporairement des missions de sécurité dans le port d'Anvers pour renforcer la police de la navigation d'Anvers.

Le fait que la Défense prenne en charge la surveillance n'a rien à voir avec une quelconque menace liée à la centrale nucléaire. Les militaires vont reprendre la sécurisation de la même manière qu'ils le faisaient avant. Les agents de sécurisation de la direction de sécurisation (DAB) étaient bien entendu formés, vu qu'il s'agit de leur mission de base. Les militaires sont en principe formés vu qu'ils ont

effectué cette mission durant six ans à Doel.

Ils ont été réengagés sur cette mission pour pouvoir récupérer de la capacité policière pour la sécurisation du port d'Anvers dans le cadre de la lutte contre la criminalité de drogue. Le déploiement militaire est prévu jusqu'au 31 décembre de cette année. Des sociétés privées sont déjà engagées sur le site depuis des années pour des missions de gardiennage.

De besprekingen met Defensie lopen nog en wij hebben nog geen definitieve datum voor de hervatting van de missie vastgesteld. Het is inderdaad een tijdelijke maatregel, want het is de bedoeling extra te rekruteren om de scheepvaartpolitie in Antwerpen te versterken. Zodra het personeel gerekruteerd en opgeleid is, kan de beveiliging van Doel worden hervat, met de daarvoor bestemde beveiligingsagenten van de federale politie. Andere nucleaire sites vallen niet onder deze tijdelijke maatregel, die specifiek bedoeld is om capaciteit te hebben voor de scheepvaartpolitie in Antwerpen.

L'organisation du temps de travail et l'engagement opérationnel des agents de sécurisation concernés ont été établis en tenant compte de tous les aspects liés à la gestion des ressources humaines. Les prestations horaires et le lieu habituel de travail des membres du personnel de la direction de la sécurisation restant inchangés, cette mission représente par ailleurs une opportunité de diversifier les tâches et l'expertise des collègues sur un terrain différent. Les agents de la DAB sont déjà formés aux missions de sécurisation. Ils recevront toutefois une formation complémentaire concernant le terrain spécifique du port d'Anvers.

09.05 **Samuel Cogolati** (Ecolo-Groen): Merci madame la ministre. Je comprends évidemment la réponse du point de vue de la protection et de la surveillance du port d'Anvers. Si je me place du point de vue de la surveillance nucléaire et de son infrastructure critique, telle une centrale nucléaire comme à Doel, je pense que c'est aussi important de veiller à la formation des militaires qui seront déployés sur le site pour qu'ils soient aptes à garantir la sécurité comme le faisait avant le DAB. J'espère que cette situation sera de courte durée.

09.06 **Franky Demon** (cd&v): Mevrouw de minister, ik ben blij te vernemen dat het een tijdelijke oplossing is. Het is goed dat op die manier de scheepvaartpolitie in Antwerpen wordt versterkt en dat er ook structurele oplossingen komen. Ook de scheepvaartpolitie in Zeebrugge mag echter niet worden vergeten.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

10 **Vraag van Koen Metsu aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "Het wetsontwerp betreffende de privédetectives" (55034062C)**

10 **Question de Koen Metsu à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "Le projet de loi concernant les détectives privés" (55034062C)**

10.01 **Koen Metsu** (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, in uw beleidsnota lazen wij dat het ontwerp van wet betreffende de privédetectives ter advies wordt voorgelegd aan de verschillende stakeholders. Nadien zal het worden voorgelegd aan de ministerraad. Het doel is de uitwerking van een nieuw reglementair kader, dat is aangepast aan de huidige tijdsgeest en rekening houdt met het gebruik van moderne technologische middelen en methodes, met de plaats en de rol van privé-opsporing in het globale veiligheidsgebeuren en met de actuele beginselen en rechtsprincipes inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en de individuele grondrechten in een democratische rechtsstaat. Dat is een hele mond vol.

Tijdens de besprekking van uw beleidsnota stelde u dat de wet van 19 juni 1991 tot regeling van het beroep van privédetective verouderd is. Met het oog op de herziening van die wet van 1991 werden al verschillende actoren van het beroep en van de betrokken overheidspartners geraadpleegd. Op basis van hun opmerkingen werd een ontwerptekst ter advies voorgelegd aan de GBA, het College van procureurs-generaal, de FOD Justitie en onze politiediensten. Het was nog wachten op de adviezen

van het Vast Comité P en het Vast Comité I. Na eventuele aanpassingen op basis van de opmerkingen zouden de beleidsgesprekken aanvangen, teneinde het voorontwerp van wet ter goedkeuring voor te leggen aan de ministerraad.

Daarom heb ik de hiernavolgende vijf vragen.

Kunt u mededelen aan welke stakeholders advies werd gevraagd en welke actoren van het beroep werden geraadpleegd? Welke opmerkingen hebben zij geformuleerd? Welke aanpassingen werden aangebracht aan de tekst?

Welke overheidspartners werden geraadpleegd? Welke opmerkingen hebben zij geformuleerd? Welke aanpassingen werden aangebracht aan de tekst?

Hebben de beleidsgesprekken al een aanvang genomen? Wat is de huidige stand van zaken? Wat is de timing van de gesprekken?

Wanneer zal het voorontwerp van wet ter goedkeuring worden voorgelegd aan de ministerraad? Wanneer mogen wij de tekst dan in het Parlement verwachten? Zullen alle verstrekte adviezen aan het Parlement worden bezorgd?

Ten slotte, kunt u duiden op welke punten de bestaande wet verouderd is? Welke aanpassingen aan het regelgevend kader mogen wij verwachten?

[10.02] Minister Annelies Verlinden: Collega Metsu, u hebt een aantal heel gedetailleerde vragen gesteld. Als hoofdlijn wil ik u alvast meegeven dat zowel algemene beroepsverenigingen als sectorvertegenwoordigers van aanbieders en afnemers van private opsporingen werden geconsulteerd. Daarbij gaat het onder meer om het VBO, de beroepsvereniging van verzekeringsinspecteurs en experts, Assuralia, Corporate Fraud Investigator Belgium, L'Union Professionnelle Nationale des Déetectives Privés de Belgique, de Nationale Beroepsunie van Privédetectives van België, het Institute of Forensic Auditors, de Association of Certified Fraud Examiners en Febelfin.

Vanzelfsprekend zijn de standpunten en opmerkingen van die verschillende organisaties zeer verscheiden. Bij de opmaak van de ontwerptekst werd alleszins rekening gehouden met hun opmerkingen en input, en die is vervolgens voorgelegd aan de verschillende publieke partners. Zo werden de Gegevensbeschermingsautoriteit (GBA), het College van procureurs-generaal, de FOD Justitie, het Comité P en de politiediensten om advies verzocht omtrent de ontwerpen. De tekst werd aangepast op basis van de ontvangen adviezen en maakt momenteel het voorwerp uit van beleidsgesprekken binnen de regering.

Gelet op het delicate karakter en ook de omvang en impact van deze regelgeving wil ik me niet exact vastpinnen op een gedetailleerde timing. Zoals aangegeven in mijn beleidsnota is het wel de bedoeling om het huidige verouderde wetgevende kader uit 1991 zo snel mogelijk te vervangen en te implementeren. Concreet wil ik een nieuwe wet voorstellen die aangepast is aan de huidige tijdsgesteld en die ook rekening houdt met het gebruik van moderne technologische middelen en methodes, maar ook met de rol en de plaats van private opsporingen in het globale veiligheidsgebeuren en met de actuele beginselen en rechtsprincipes inzake de bescherming van de privacy, die zeer belangrijk is, en de individuele grondrechten in een democratische rechtsstaat.

Ik geef u alvast de uitgangspunten mee die ik probeer te vertalen in het wetsontwerp. Het gaat dan over het niet gebruiken van middelen en methodes voor private actoren die exclusief voorbehouden zijn aan de politie-, veiligheids- en inlichtingendiensten. Er wordt ook een duidelijk onderscheid gemaakt tussen de methodes van publieke en private opsporing, met voor de private actoren een equivalent voor de fijnmazige regeling die momenteel wel bestaat voor publieke speurmethodes en bevoegdheden. Uiteraard is de verenigbaarheid met de nationale en Europese regelgeving ook richtinggevend en bepalend voor onze Belgische wet.

Daarnaast willen we een algemeen kader vormen voor de bevoegdheden en de verplichtingen van de private speurders, waardoor er een grotere rechtszekerheid en -bescherming ontstaan voor de burger die het voorwerp zou kunnen zijn van een onderzoek door een private speurder. Naar analogie van de

private veiligheidssector willen we een vergunninggensysteem uitwerken met de nadruk op screening en opleiding, op een proactief en retroactief controle- en sanctiesysteem, een duidelijke afbakening van de grenzen tussen publieke en private opsporing en garanties voor het respect voor de grondrechten van de burger en de democratische waarden.

Ik heb zelf al een onderhoud gehad met de mensen van de FOD Binnenlandse Zaken die deze wet voorbereiden. Zij hebben mij uitgelegd hoe complex een en ander is, gelet op het evenwicht dat moet worden gevonden tussen de doelstelling van de wet en de complexe regelgeving inzake privacy en grondrechten. Die zijn immers niet altijd op elkaar afgestemd. Dat heeft een impact op het proces en op de timing, maar men heeft dit heel grondig gedaan en ik heb er goede hoop op dat we weldra met een voorstel zullen kunnen landen.

10.03 Koen Metsu (N-VA): Mevrouw de minister, ik begrijp de complexiteit van de materie. Wat betreft de timing, blijft u eerder vaag, maar ook daar heb ik alle begrip voor. Het enige wat ik kan hopen, is dat, wanneer de tekst in uw ogen rijp is, die verstrekte adviezen tijdig aan ons worden bezorgd, zodat wij ons kunnen voorbereiden.

Ik wens u alle succes toe.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

11 Questions jointes de

- Daniel Senesael à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "La formation de nos policiers" (55034434C)
- Franky Demon à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "La vision de l'enseignement policier" (55034474C)

11 Samengevoegde vragen van

- Daniel Senesael aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De opleiding van onze politieagenten" (55034434C)
- Franky Demon aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De visie op het politieonderwijs" (55034474C)

11.01 Franky Demon (cd&v): Mevrouw de minister, in het kader van de visie op de politie van de toekomst hebt u een kader geschetst waarin de politieopleiding hervormd zou moeten worden. Uw voorstellen klonken mij als muziek in de oren. Cd&v pleit er immers al langer voor om het politieonderwijs af te stemmen op het reguliere onderwijs, namelijk de zogenaamde bachelor-masterstructuur (BAMA). Daarbij is het belangrijk dat politiemensen niet langer een brevet zouden krijgen, maar wel een diploma. Door die afstemming kunnen we ook zijinstroom bij de politie aantrekkelijker maken. Dat zijn trouwens geen nieuwe ideeën. Een werkgroep onder leiding van de Brugse korpschef Dirk Van Nuffel heeft een tiental jaar geleden al eens aanbevelingen in die richting geformuleerd.

Ik heb er in deze commissie al een aantal keer naar verwezen: uit een bezoek aan de West-Vlaamse politieschool onthoud ik dat ook de politiescholen zelf vragende partij zijn voor een grondige hervorming. Dat gaat overigens verder dan enkel de afstemming op de BAMA-structuur. Men zou onder meer ook willen dat aspiranten contractuelen zijn en geen statutaire werknemers, zodat rotte appels ook makkelijk uit de mand kunnen worden getild. Daarnaast is men bijvoorbeeld ook vragende partij om zelf de finale beslissing te kunnen nemen of iemand al dan niet geslaagd is. Vandaag ligt die finale beslissing bij de directeur-generaal van het middelenbeheer en niet bij de jury's van de politiescholen.

Eind maart komt de staten-generaal van de Politie ook met aanbevelingen, onder andere met betrekking tot het politieonderwijs. U hebt alvast aangekondigd dat u werk wilt maken van een proefproject waarin politiescholen en hogescholen zullen kunnen samenwerken om een kwaliteitsvolle geïntegreerde opleiding van politiemensen te organiseren.

Wanneer zal het aangekondigde proefproject van start gaan? Hoeveel politiescholen zullen daaraan

kunnen deelnemen? Is er al zicht op welke politiescholen, hogescholen en universiteiten aan het project zouden meewerken?

Welk tijdschap stelt u voorop voor een volledige hervorming van het politieonderwijs? Welke stappen kunt u in deze legislatuur nog zetten om gevolg te geven aan uw eigen visie en de aanbevelingen van de staten-generaal?

Deelt u onze visie dat een hervorming van het politieonderwijs ook een antwoord moet bieden op de statutaire en reglementaire barrières die de politiescholen vandaag als problematisch ervaren? Bent u bereid om daarover met hen en de vakbonden in overleg te treden?

Wat is de stand van zaken met betrekking tot het actieplan naar aanleiding van de kritische audit van het Rekenhof over de politieopleidingen?

[11.02] Minister Annelies Verlinden: Mijnheer Demon, het uitwerken van de visie voor de hervorming van het politieonderwijs is een belangrijke werf voor mij. Ik denk dat dat absoluut noodzakelijk is voor de toekomst van onze politie. Ik streef er dan ook naar om de hervorming zo goed mogelijk voor te bereiden.

Daarom heb ik mijn diensten de opdracht gegeven om informatie uit andere landen, maar ook uit andere sectoren, te verzamelen. De opleiding van Defensie is bijvoorbeeld ook een inspiratiebron. Met die informatie en door middel van vele bezoeken en consultaties kan op die manier een blauwdruk voor het vernieuwde politieonderwijs worden voorbereid. Het is evident dat de verschillende actoren in het politieonderwijs daarbij zullen worden betrokken.

Het is een complexe aangelegenheid, die zeer omzichtig moet worden aangepakt. Die complexiteit is onder meer toe te schrijven aan de complexiteit van onze staatsstructuur en de verschillende bevoegdheden die betrekking hebben op onderwijs en politieonderwijs in ons land. Enerzijds zijn er de federale bevoegdheden over het profiel en het statuut van de politiemensen en anderzijds de bevoegdheden van de gemeenschappen over de onderwijssector en het beheer en de operationele leiding van de politiescholen en ook de veiligheidsscholen op federaal en provinciaal niveau en op regionaal niveau voor Brusafe. Er zijn dus heel veel partijen betrokken. De bevoegdheden in ons land zijn dus heel gediversifieerd.

Het is duidelijk dat de analyse en het engagement van alle betrokken actoren op lange termijn moet plaatsvinden. Daarvoor doen we vandaag de voorbereidingen.

Ik kan nog geen concrete informatie geven. Het is te vroeg om specifieke verklaringen te doen over de manier waarop de hervorming zal worden geconcretiseerd. Wat ik nu doe, is de betrokken partners consulteren en met hen bespreken hoe die herziening van het politieonderwijs ook door hen kan worden ondersteund.

Er zijn vandaag al een aantal scholen die defensie en veiligheid aanbieden in het pakket van het middelbaar onderwijs. Er zijn heel wat scholieren die die opleiding hebben gevolgd. Er is nog altijd een groeiende aandacht voor. We kunnen ons door die opleidingen laten inspireren om het politieonderwijs verder vorm te geven.

Zodra de aanbevelingen van het Rekenhof in juni 2022 gekend waren, is er een actieplan opgemaakt. Er zijn projecten opgezet die op korte en middellange termijn, maar ook op lange termijn moeten worden uitgevoerd. De oprichting van een dienst Opleidingsmanagement binnen de federale politie sinds januari 2023 is een concreet resultaat in navolging van de aanbevelingen van het Rekenhof.

Ik kijk ernaar uit om dat verder met jullie te bespreken, want dit is een uitermate belangrijk thema. We moeten dat wel goed aanpakken. Met tien politiescholen, evenveel directeurs en specifieke organisaties, die absoluut niet allemaal gelijk zijn doorheen het hele land, zult u begrijpen dat er heel wat werk nodig is om alle neuzen in dezelfde richting te krijgen, of toch minstens zoveel neuzen als mogelijk.

11.03 Franky Demon (cd&v): Mevrouw de minister, bedankt voor uw antwoord. Het is, zoals u zegt, een belangrijk thema en er zijn heel wat obstakels. Ik denk dat het belangrijk is om effectief vaart te maken, want uit onze bezoeken hebben wij geleerd dat er toch heel wat schort en dat wij moeten proberen om dat aan te pakken.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De voorzitter: Vraag nr. 55034466C van de heer Calvo wordt uitgesteld. De vragen nrs. 55034471C van de heer Demon, 55034789C van de heer Rigot en 55034925C van mevrouw Chanson worden uitgesteld. Vraag nr. 55034472C van de heer Demon wordt omgezet in een schriftelijke vraag. De vragen 55034473C van de heer Demon en 55034912C van mevrouw Goethals worden uitgesteld. De vragen nrs. 55034476C en 55034477C van de heer Demon worden omgezet in schriftelijke vragen.

12 Samengevoegde vragen van

- Kim Buyst aan Annelies Verlinden (**Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing**) over "De veiligheidsnormen voor de kerncentrales" (55034509C)
- Samuel Cogolati aan Annelies Verlinden (**Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing**) over "De nucleaireveiligheidsnormen" (55034515C)

12 Questions jointes de

- Kim Buyst à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "Les normes de sécurité des centrales nucléaires" (55034509C)
- Samuel Cogolati à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "Les normes de sécurité nucléaire" (55034515C)

12.01 Kim Buyst (Ecolo-Groen): Mevrouw de minister, eind 2019 keurde de regering-Wilmès in de ministerraad een ontwerp van KB van de toenmalige minister van Binnenlandse Zaken, Pieter De Crem, goed met oog op het optrekken van de veiligheidseisen voor kernreactoren. Dit leidde tot het koninklijk besluit van 19 februari 2020 tot aanvulling van het koninklijk besluit van 30 november 2011 houdende veiligheidsvoorschriften voor kerninstallaties, wat betreft het ontwerp van bestaande reactoren, hun bescherming tegen natuurverschijnselen en diverse bijbehorende bepalingen. Het KB was gebaseerd op de referentieniveaus voor bestaande kerncentrales van WENRA van 2014. Het Belgische KB vraagt dat daarbij ook rekening gehouden wordt met het neerstorten van een representatief commercieel lijnvliegtuig en een representatief militair vliegtuig.

Ondertussen zijn er de referentieniveaus van WENRA van 2020, die verder gaan dan die van 2014, ook op het vlak van een vliegtuiginslag, waar België door het KB in kwestie al aan voldoet. Het feit dat het Belgische KB daarbij vraagt om rekening te houden met een representatief commercieel lijnvliegtuig en een representatief militair vliegtuig, lijkt mij met ons drukke luchtruim niet meer dan logisch. Tihange ligt daarbij op slechts 15 km in het verlengde van de opstijgbaan van de luchthaven van Bierset.

WENRA is een vereniging van nucleaire veiligheidsoverheden, waaronder het FANC, die zich verbonden hebben om de referentieniveaus om te zetten in bindende regelgeving. Alle nucleaire veiligheidsautoriteiten van de Europese lidstaten met kerncentrales op hun grondgebied zijn lid van WENRA. Ook andere landen, bijvoorbeeld Zwitserland en Oekraïne, zijn lid.

Ook de Europese richtlijn over de nucleaire veiligheid, die *high-level* doelstellingen op het vlak van nucleaire veiligheid oplegt, stelt dat het nuttig is om voort te bouwen op de referentieniveaus. Doel 4 en Tihange 3 voldoen op dit moment aan deze voorschriften. De andere reactoren moeten er volgens het KB op bepaalde specifieke punten pas aan voldoen bij een volgende periodieke veiligheidsherziening. De regering heeft dus in 2019 terecht geoordeeld om de veiligheidsvoorschriften van WENRA te implementeren. Nu lees ik echter in de pers dat niet iedereen het zo nauw wil nemen met die veiligheidsvoorschriften, want bijvoorbeeld de MR-voorzitter vindt die te streng. Sta me toe daar vraagtekens bij te plaatsen.

Bent u het eens met de veiligheidsoverheden uit heel Europa, die lid zijn van WENRA, dat het belangrijk is de *reference levels* blijvend toe te passen op al onze kerncentrales?

12.02 Samuel Cogolati (Ecolo-Groen): Il est vrai que ces normes WENRA ont été, me semble-t-il,

transposées en droit belge par votre prédécesseur Pieter De Crem, par ailleurs membre de votre parti.

Planifiez-vous de réviser à la baisse ces normes entrées en vigueur en 2020? Si oui, de quelles règles s'agit-il? Je parle des normes sismiques pour Doel 1 et Doel 2 et aussi pour ce qui concerne les chutes d'avions?

À ce sujet, j'habite du côté de Tihange et nous y voyons beaucoup d'avions atterrir à Bierset Liège-Airport.

Est-il techniquement correct d'affirmer que toutes nos règles de sûreté nucléaire sont beaucoup plus strictes que celles développées par WENRA? J'aimerais un peu de clarté à ce sujet.

Dans le cadre de la directive européenne de sécurité nucléaire (dans le cadre d'Euratom), la Belgique, en tant qu'État membre, a-t-elle le droit de prévoir des normes de sûreté nucléaire moins strictes et à un plus faible niveau que celles entrées en vigueur en 2020, suite à WENRA?

Quel est le nombre de survols de Tihange et Doel sur une année, comme par exemple 2022?

Y a-t-il d'autres agences internationales que WENRA compétentes pour émettre des recommandations sur nos normes de sûreté nucléaire ou est-ce que seule WENRA est compétente?

12.03 Minister Annelies Verlinden: Collega's, het KB VVKI, of ARPSIN in het Frans, van 30 november 2011 bepaalt de veiligheidsvoorschriften voor kerninstallaties. Via dat KB worden de WENRA-referentieniveaus voor reactoren omgezet in nationale wetgeving. Dat is het kader dat we vandaag kennen.

La version la plus récente de l'AR PSIN inclut les niveaux de référence pour réacteurs tels qu'émis par la WENRA en 2014. Le cadre réglementaire belge actuel est aussi conforme aux exigences générales de la directive européenne 2009/71/Euratom établissant un cadre communautaire pour la sûreté nucléaire des installations nucléaires. Cette directive impose aux États membres d'établir un cadre juridique réglementaire et organisationnel national approprié, et cela afin de garantir la sûreté des installations nucléaires. La détermination des exigences nationales spécifiques en matière de sûreté nucléaire relève de la compétence des États membres en rapport avec l'article 4 de cette directive.

En ce qui concerne le nombre de vols au-dessus du site de Tihange et de Doel, je vous invite à questionner les autorités compétentes en matière de trafic aérien.

Les instances internationales telles que l'AIEA n'ont jusqu'à présent posé aucune question spécifique visant à relever les exigences de sûreté des installations nucléaires en Belgique. Cela ne fait d'ailleurs pas partie de leurs compétences.

Voor het overige geef ik er de voorkeur aan, gelet op de lopende discussies en de absolute gevoeligheid, om de discussies in het kernkabinet en de regering omtrent dit vraagstuk op te volgen en af te wachten, teneinde op een diepgaande en gedetailleerde manier op uw vragen te kunnen ingaan.

12.04 Kim Buyst (Ecolo-Groen): Mevrouw de minister, dit is inderdaad een belangrijke discussie. Ik begrijp dus dat u een bepaalde sereniteit in dit debat wil behouden. Dat is net wat Ecolo-Groen ook altijd wil, de sereniteit in het debat bewaren. Met deze repliek wil ik vooral duidelijk maken wat voor de Ecolo-Groenfractie belangrijk is in dit debat, namelijk dat er op veiligheid geen toegevingen mogen worden gedaan, zeker niet als het gaat over nucleaire installaties. De veiligste optie moet worden gekozen. Dat laatste KB, dat toch een aantal belangrijke veiligheidseisen naar voren schuift, moet voor ons de maatstaf zijn en blijven. Daarnaast is het belangrijk om in de discussie rond de toekomstige energiemix goed na te denken over wat de meest technisch robuuste oplossing is voor die energiemix, zonder tijd te verliezen. Ik ga ervan uit dat u als voor het FANC verantwoordelijke minister die veiligheid natuurlijk even hoog in het vaandel draagt als wij en dat u daarop zult blijven toezien.

12.05 Samuel Cogolati (Ecolo-Groen): Monsieur le président, madame la ministre, merci. Je vous avoue que je reste un peu sur ma faim. Si je posais cette question, avec ma collègue Kim Buyst, cela

faisait évidemment suite à plusieurs expressions que je trouvais un peu malheureuses dans la presse, qui se permettaient de spéculer sur des modifications de prescriptions essentielles de sûreté nucléaire, et qui disaient: "Oh, ne vous inquiétez pas pour les normes de sûreté. Nous allons les revoir à la baisse. De toute façon, elles sont déjà bien hautes. Donc pas de souci pour la sécurité nucléaire. On verra bien, et tout cela pourrait être changé par la ministre Verlinden."

Je m'attendais, de votre part, à une réponse un peu plus nette, plus sèche, plus claire. D'autant plus qu'encore une fois, on ne rigole pas avec ces normes de sécurité. Nous avons une sous-commission de Sécurité nucléaire. Nous pourrons peut-être y revenir, d'ailleurs. Mais je pense que nous ne pouvons pas transiger sur ces normes, qui en plus, une fois encore, découlent d'une association de régulateurs européens, dont la Belgique n'est évidemment pas le seul membre.

Vraiment, ici, je fais un appel, plus politique que technique, à bien conserver ces normes, à les protéger en votre qualité de ministre de l'Intérieur, en charge aussi de garantir la sécurité et la sûreté nucléaire dans ce pays. Je vous remercie.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

[13] Vraag van Michael Freilich aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De Iraanse dreiging tegen de Joodse gemeenschap" (55034501C)

[13] Question de Michael Freilich à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "La menace iranienne à l'encontre de la communauté juive" (55034501C)

13.01 Michael Freilich (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, er bereikten ons enkele onrustwekkende berichten vanuit Groot-Brittannië, waar de Britse pers heeft geschreven over een mogelijke dreiging tegen de joodse gemeenschap aldaar. De staatssecretaris voor Veiligheidszaken, de heer Tom Tugendhat, ook bevoegd voor MI5, de Britse veiligheidsdienst, heeft verklaard dat Iran blijkbaar Iraanse criminelen en criminale organisaties inhuren om Britse joden en ook Britse joodse organisaties te bespioneer, met als doel een mogelijke moordcampagne of aanslagen tegen prominente leden van die gemeenschap. Ook plaatste Iran niet heel lang geleden een aantal pro-joodse en joodse organisaties, zoals het CIDI en Christenen voor Israël in Nederland, op een sanctielijst, net zoals verschillende prominente joodse personen. Dat toont aan dat de dreiging zich uitstrekt naar de joodse gemeenschap in Europa.

Mevrouw de minister, hebt u kennisgenomen van die berichtgeving? Welke stappen hebt u gezet of zetten de veiligheidsdiensten? Is eenzelfde dreiging als in Groot-Brittannië mogelijk voor de joodse gemeenschap in ons land? Denkt u dat er effectief een dreiging is? Kunt u de bevolking verzekeren dat alles in het werk wordt gesteld om een optimale veiligheid te garanderen? Wat is uw mening over het feit dat Iran publiekelijk joodse organisaties en prominenten beschuldigt van het meewerken aan terrorisme?

13.02 Minister Annelies Verlinden: Mijnheer de voorzitter, collega Freilich, ik heb inderdaad kennisgenomen van dat artikel, dat verschenen is in *The Daily Mail*. De dienst voor de bestrijding van de zware en georganiseerde criminaliteit van onze politie heeft onmiddellijk de Britse politie en inlichtingendiensten gevraagd, via het kanaal van de verbindingsofficier in het Verenigd Koninkrijk. Tegelijkertijd werden de diensten van de Veiligheid van de Staat, de ADIV en het OCAD van het artikel op de hoogte gebracht, net als de permanenties van de federale politie, voor bevraging en met het oog op verdere uitwisseling intern en met het Crisiscentrum.

De *information officers* van de politiezone Ukkel, waar de ambassade van Israël zich bevindt, en de politiezone Antwerpen werden rechtstreeks aangeschreven. De analyse vanuit het Verenigd Koninkrijk zal ook worden bezorgd aan het OCAD en het Crisiscentrum. Voorlopig werden, op basis van alle beschikbare informatie, geen bijkomende maatregelen opgelegd door het Crisiscentrum.

Mogelijke dreigingen zijn uiteraard nooit uitgesloten, maar zoals steeds wordt voor elke dreiging alles in het werk gesteld om de bescherming maximaal te garanderen. Ik heb ook het vertrouwen in onze

veiligheidsdiensten en in het Crisiscentrum om die analyses te doen en vervolgens de gepaste maatregelen te nemen, waar en wanneer noodzakelijk.

13.03 Michael Freilich (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, samen met u heb ik het volste vertrouwen in onze veiligheidsdiensten. Wij kunnen inderdaad nooit honderd procent garanderen dat er niets zal gebeuren, maar het is belangrijk dat wij alert zijn, dat wij alert blijven voor signalen, zoals deze uit het buitenland.

Wij vechten samen in de strijd tegen antisemitisme en het beschermen van joodse instellingen. Dat is iets dat ons bindt. Er zijn op dat vlak geen partijpolitieke verschillen. Ik dank u voor de samenwerking en de veiligheid van de joodse instellingen, die reeds heel lang onder een verhoogd terreurniveau leven in ons land.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

14 Vraag van Ortwin Depoortere aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "Het covoorzitterschap van het onderhandelingscomité" (55034572C)

14 Question de Ortwin Depoortere à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "La coprésidence du comité de négociations" (55034572C)

14.01 Ortwin Depoortere (VB): Mevrouw de minister, in de maand februari wou ik de premier interpelleren over de open oorlog tussen politievakbonden en de regering. De premier liet verstek gaan; u en de minister van Justitie hebben de vraag toen beantwoord.

Vermits het nog niet helemaal duidelijk is, heb ik voor u zes eenvoudige vragen die vooralsnog niet werden beantwoord. Ze kunnen gewoon met ja of neen beantwoord worden. Op deze punten is er dringend opheldering nodig teneinde het gekwetste vertrouwen van de politie opnieuw te herstellen. We zijn constructief, ook vanuit de oppositie.

Was u getuige van het feit dat de minister van Justitie tijdens een vergadering met de politievakbonden ontkende dat hij als covoordzitter aanwezig was bij de onderhandelingen?

Erkent u dat hij beweerde dat zijn afgevaardigde enkel als waarnemer en niet als covoordzitter van het onderhandelingscomité optrad? Heeft de minister van Justitie toen over zijn afgevaardigde gezegd: "Wie is die man?"

Bent u op de hoogte van de brief van de advocaat van de vakbonden aan de minister van Justitie waarin opheldering werd gevraagd over de vertegenwoordiging van de minister van Justitie tijdens de vergaderingen die leidden tot het protocolakkoord met de politievakbonden, in concreto de vraag of er een geldige delegatieakte was?

Is de regering op de hoogte van de brief van 9 januari 2023, uitgaande van meesters Depré en Chomé, optredend in naam van uw collega, de minister van Justitie, waarin deze formeel het bestaan bevestigen van een dergelijke delegatieakte aan de vakbonden?

Bevestigt u dat de afgevaardigde van de minister van Justitie als covoordzitter optrad tijdens die vergaderingen met de vakbonden, waarvan u ook covoordzitter was?

Bent u als minister van Binnenlandse Zaken bereid om dit dossier opnieuw op de regeringstafel te leggen?

14.02 Minister Annelies Verlinden: Mijnheer Depoortere, mijn antwoord op uw interpellatie van 16 februari heeft u mogelijk ontgocheld. Ontgocheling is de politiek niet vreemd. Ik blijf wel achter dat antwoord staan om verschillende redenen. Ik beschouw het in elk geval als mijn verantwoordelijkheid

om samen met de politiemensen maar ook met collega's binnen en buiten de regering de toekomst van de politie voor te bereiden. Ik blijf daarbij opteren voor een constructieve aanpak. Het is onze taak om te zoeken naar oplossingen, ondanks de soms uitdagende context en omstandigheden. Mijn deur staat altijd open voor een dialoog met de vakorganisaties. Ik heb de afgelopen maanden en jaren al heel wat gesprekken met hen gevoerd. Zelfs al is het soms moeilijk, we moeten samen vooruitgaan en woelige waters doorstaan om dan hopelijk in kalmer en meer toekomstgericht vaarwater te komen.

Ik betreur alleszins dat de dialoog met de vakorganisaties wordt ondermijnd door een conflict met de minister van Justitie. Ook ten aanzien van die omstandigheden probeer ik me constructief op te stellen, met respect voor alle partners. Volgens mijn informatie is er inderdaad briefwisseling geweest tussen advocaten en de vertegenwoordiging van de minister. Ik weet niet precies waar die briefwisseling zich bevindt. Het valt onder het recht van advocaten om die brieven uit te wisselen met de betrokken partij.

Ik kan dus niet zomaar ingaan op uw ja-neenvragen. Veel van die vragen kunnen het best beantwoord worden door de minister van Justitie, die ter zake allicht de meest actuele stand van zaken kan geven.

Ik ben in elk geval beschikbaar om spoedig met de vakorganisaties weer aan tafel te gaan zitten. We zullen dat ook doen. Er lopen immers onderhandelingen over de uitvoering van kwalitatieve onderdelen van het sectoraal akkoord. Er zijn veel vergaderingen van overlegcomités, die door vertegenwoordigers van het kabinet en het SAT gevoerd worden.

Ik blijf in elk geval positief ingesteld om te praten over de talrijke uitdagingen voor de politie die ons allemaal aanbelangen. Ik weet dat het antwoord dat we de vakorganisaties kunnen geven, niet altijd onmiddellijk voldoening geeft. Mijn leven zou ook een stuk gemakkelijker zijn, mocht ik altijd op die vragen kunnen ingaan. Ik spreek echter namens de hele regering en moet dus rekening houden met alle elementen uit die context, ook de budgettaire context, die het niet eenvoudig maken.

14.03 Ortwin Depoortere (VB): Bedankt, mevrouw de minister. Het moet mij toch van het hart dat u hier vandaag de kans mist om de opheldering te geven waar de politiekavonden zo naar smachten. Zij sturen brieven via advocaten omdat ze geen andere uitweg meer zien.

Ik geloof u wel op uw woord als u zegt dat u het constructief overleg, zoals u dat noemt, positief wilt voortzetten. Dat is alleszins al een goede zaak. Ik wil de zwartepiet absoluut niet geheel doorschuiven naar u, maar de regering mist hier wel de kans om opheldering te geven zodat het constructief overleg voortgezet kan worden. We zitten daar nu in een probleemsituatie. Ik zal dezelfde vragen stellen aan de minister van Justitie en kijken of hij wel bereid is om opheldering te geven.

Ik kan u wel al meegeven, mevrouw de minister, dat de commissie voor Binnenlandse Zaken gisteren heeft beslist om in te gaan op het verzoek van de politiekavonden om gehoord te worden. Ik zal hen dan ook vragen hoe het staat met dat constructief overleg, of dat alleen bestaat in de geesten van de regering en of het wel wederzijds opgevat wordt.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

15 Samengevoegde vragen van

- **Ortwin Depoortere aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing)** over "De aanstelling v.e. nationale drugscommissaris en de oprichting v.e. nationaal drugscommissariaat" (55034575C)

- **Özlem Özen aan Vincent Van Quickenborne (VEM Justitie en Noordzee)** over "Een globaal plan voor de bestrijding van verslavingen" (55034605C)

15 Questions jointes de

- **Ortwin Depoortere à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique)** sur "La nomination d'un commissaire national aux drogues et la création d'un commissariat national drogue" (55034575C)

- **Özlem Özen à Vincent Van Quickenborne (VPM Justice et Mer du Nord)** sur "Un plan global de lutte contre les assuétudes" (55034605C)

15.01 **Ortwin Depoortere** (VB): *Mevrouw de minister, de federale regering stelde vrijdag 17 februari Ine Van Wymersch aan als de nationale drugscommissaris. Ze gaat de komende vijf jaar de strijd tegen de drugscriminaliteit aanvoeren. Van Wymersch komt aan het hoofd van een team van twaalf mensen. Ze gaat geen onderzoeken leiden, wel het overleg stroomlijnen tussen Justitie, Binnenlandse Zaken, Volksgezondheid, Financiën en de lokale besturen.*

1. Welke bestaande partners worden betrokken bij het nationaal drugscommissariaat?
2. Wanneer moet het nationaal drugscommissariaat operationeel zijn?
3. Aan welke minister legt de nationale drugscommissaris verantwoording af?
4. De organisatie zou uit "een team van twaalf" mensen bestaan. Kan u voor alle functies binnen de duidelijke rol en jobomschrijving toelichten, inclusief de voorwaarden met betrekking tot ervaring, kwalificaties etc. waaraan moet worden voldaan om lid te worden van het nationaal drugscommissariaat?
5. In de twaalf mensen zijn daar de afgevaardigden van de diverse ministeriële kabinetten inbegrepen? Wat zal hun taak zijn?
6. Zullen politiemensen deel uit maken van het nationaal drugscommissariaat? Zo ja, welke en wat zal hun rol zijn?
7. Als de informatie uit de pers correct is en de nationale drugscommissaris zelf geen onderzoeken zal leiden, mogen we dan veronderstellen dat er eventueel andere magistraten lid zullen worden van dat drugscommissariaat die wel onderzoeken zullen voeren?
8. Komt er een nationale drugsmagistraat om grootschalige onderzoeken te coördineren op niveau van het parket?
9. Op welke manier zal het nationaal drugscommissariaat samenwerken met de Directie van de bestrijdingen van de zware en georganiseerde criminaliteit (DJSOC) van de Federale Politie?
10. Wat zijn de key-performance indicatoren en de concrete beleidsdoelstellingen waaraan het nationaal drugscommissariaat moet voldoen, met andere woorden op basis van welke meetbare parameters zal het welslagen en het functioneren van dit commissariaat beoordeeld worden?
11. Wat is het totale jaarlijkse budget dat de regering voorziet voor het nationale drugscommissariaat en van welke ministeries zullen die budgetten komen en hoeveel bedragen ze?

15.02 **Minister Annelies Verlinden:** Mijnheer Depoortere, ik ben blij dat de federale regering mijn voorstel voor de aanstelling van een nationale drugscommissaris heeft bevestigd. De nationale drugscommissaris is intussen aangeduid: mevrouw Van Wymersch zal de inspanningen van de verschillende diensten op nationaal niveau coördineren en de samenwerking faciliteren tussen alle betrokken diensten en met het buitenland in de strijd tegen de drugscriminaliteit. Daarnaast zal zij ook nieuwe beleidsinitiatieven kunnen initiëren met een belangrijke nadruk op de illegale economie en op het raken van de drugscriminelen waar het hun het meest pijn doet, in hun portemonnee. Ik ben ervan overtuigd dat daarvoor een transversale aanpak nodig is, over alle bevoegdhedsdomeinen, sectoren en departementen heen, en dat de nationale drugscommissaris en haar team die aanpak zullen kunnen faciliteren.

Het nationale drugscommissariaat zal onder het gezamenlijke gezag staan van de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie. De nationale drugscommissaris zal rapporteren aan de Nationale Veiligheidsraad en aan het Strategisch Comité Inlichtingen en Veiligheid. Er wordt geopteerd voor een magistraat als nationale drugscommissaris, maar het is niet de bedoeling dat het nationale drugscommissariaat optreedt in individuele dossiers, noch zich in de plaats stelt van het openbaar ministerie. Dat blijft uiteraard bij de magistratuur.

Het wettelijke kader voor het nationale drugscommissariaat zal eerstdaags aan het Parlement worden voorgelegd. Daarin zullen de opdrachten van het nationale drugscommissariaat worden verduidelijkt. Onder de diensten die het nationale drugscommissariaat ondersteunen, wordt verstaan de GPI, de FOD Financiën voor de douane, de FOD Justitie, de FOD Volksgezondheid en van daaruit is er ook een link met de Algemene Cel Drugsbeleid, met professor Colman, die al bestaat.

De nationale drugscommissaris wordt in de dagelijkse leiding en het beheer bijgestaan door een adjunct. Voor de uitvoering van haar opdrachten beschikt de nationale drugscommissaris voorts over experts en ook over ondersteunend en administratief personeel. De betrokken ministers van de ondersteunende diensten hebben zich ertoe verbonden om vertegenwoordigers ter beschikking te stellen van het nationale drugscommissariaat. Dankzij hun verschillende benaderingswijzen, kennis, ervaring en eigen perspectief zullen zij het nationale drugscommissariaat ondersteunen in een

multidisciplinaire aanpak van de criminaliteit. De gedetacheerde vertegenwoordigers zullen ook de verbinding verzorgen met de verschillende diensten of departementen waarvan zij afkomstig zijn. Het is alleszins ook de bedoeling dat het nationale drugscommissariaat actief zal samenwerken met de Algemene Cel Drugsbeleid.

Ik ben er alvast blij mee dat de regering mijn voorstel heeft gesteund en ik kijk uiteraard uit naar de samenwerking en vooral het verschil dat wij voor de veiligheid van onze inwoners zullen kunnen maken.

15.03 **Ortwin Depoortere** (VB): Mevrouw de minister, ik heb geen antwoord gekregen op mijn laatste twee vragen, over de evaluatie van het drugscommissariaat. Zit daar een resultaatsverbintenis aan vast? Zal dat geëvalueerd worden op jaarlijkse basis, of zelfs nog flexibeler? Welk budget wordt daarvoor uitgetrokken?

Eventueel zal ik bijkomende schriftelijke vragen indienen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

16 **Vraag van Ortwin Depoortere aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "Het havenkorps en de 200 extra agenten voor de scheepvaartpolitie" (55034576C)**

16 **Question de Ortwin Depoortere à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "Le corps de police portuaire et les 200 agents supplémentaires pour la police de la navigation" (55034576C)**

16.01 **Ortwin Depoortere** (VB): Ik verwijst naar de schriftelijke versie van mijn vraag.

Op de Nationale Veiligheidsraad kondigde de regering zopas aan dat de scheepvaartpolitie, en meer bepaald in de haven van Antwerpen wordt "uitgebreid" met 200 "extra" agenten. Daarbij is ook sprake van een "Haven Beveiligingskorps".

1. Hoe definiert u precies de functie van het "Haven Beveiligingskorps" en welke specifiek rol moet zij spelen in de strijd tegen de drugsmaffia?

2. In wat verschilt de taken van dat "Haven Beveiligingskorps" precies, in vergelijking met de huidige taken en functies van de Scheepvaartpolitie?

3. Er wordt gegoocheld met "extra" manschappen, maar vanwaar komen die "extra manschappen" precies? Kan u preciseren hoeveel van de aangekondigde "extra" manschappen effectief nieuw aangeworven worden?

4. Hoeveel extra vacatures zijn er aangekondigd voor de Scheepvaartpolitie?

5. Hoeveel manschappen van de federale politie worden er precies weggetrokken op welke andere diensten en afdelingen teneinde de scheepvaartpolitie te versterken?

6. Kan u een precieze tijdslijn geven van de verwachte evolutie van de netto-groei van het aantal personeelsleden dat tegen eind 2023 zal deel uitmaken van het kader van de Scheepvaartpolitie in Antwerpen?

7. U kondigt dan wel versterking aan in de Haven van Antwerpen. Welke extra positionele versterking is voorzien in de Haven van Zeebrugge, onderdeel van "Port of Antwerp-Bruges", de haven van Oostende of in Gent-Zeehaven?

16.02 **Minister Annelies Verlinden:** Het is de bedoeling dat het havenbeveiligingskorps integraal deel uitmaakt van de scheepvaartpolitie van de FedPol en de afdeling in Antwerpen. Het korps van de scheepvaartpolitie zal daarvoor worden aangevuld met personeelsleden van de federale politie, voornamelijk met personeelsleden die de graad van beveiligingsagent van de politie dragen. Die personeelscategorie werd specifiek gecreëerd voor de uitvoering van beveiligingsopdrachten.

Dat korps heeft als opdracht de veiligheid in de Antwerpse haven op beide Scheldeoever te garanderen. De zichtbare aanwezigheid ervan op het terrein kan enerzijds een duidelijk ontraden effect hebben. Anderzijds kan er dankzij die versterking in geval van incidenten, zoals inklimmingen door uithalers, of bij verdachte of illegale aanwezigheid als reactieve politiemacht worden opgetreden.

Het havenbeveiligingskorps vormt dus een nadrukkelijke meerwaarde in de strijd tegen de drugshandel in de Antwerpse haven.

Wat uw vragen over de versterking van de scheepvaartpolitie in Antwerpen betreft, ik onderstreep formeel dat het aantal personeelsleden reëel wordt uitgebreid. Van de vastgelegde getalsterkte voor de scheepvaartpolitie in Antwerpen van 186 agenten zijn er vandaag 116 aan de slag. De versterkingsbeweging wordt via twee assen gerealiseerd. Allereerst zullen alle mogelijke inspanningen worden gedaan door de federale politie om het vastgelegde kader van de scheepvaartpolitie aan te vullen. Daarnaast zal in 126 extra plaatsen worden voorzien die in hoofdzaak bestemd zijn voor het havenbeveiligingskorps, alsook voor gerechtelijke onderzoekscapaciteit, een team voor maritieme beveiliging en omkaderingsfuncties om de werking van het korps in goede banen te leiden.

Op dit moment wordt FERES al ingezet voor de ondersteuning van de scheepvaartpolitie in Antwerpen. Opdat die reservecapaciteit opnieuw vrijgemaakt zou kunnen worden, werd beslist dat ongeveer 50 personeelsleden van DAB van de kerncentrale van Doel geheroriënteerd worden naar de haven van Antwerpen, wat mogelijk is dankzij de tijdelijke steun van Defensie. Met die tijdelijke maatregelen willen we zo snel mogelijk een zichtbare verbetering van de beveiliging in de haven bewerkstelligen.

Wat de beoogde tijdslijn van de definitieve inplaatsstelling betreft, zijn de ambities duidelijk: er wordt gestreefd naar een graduële opbouw. We hebben vandaag al FERES door de onmiddellijke vrijmaking van de mensen van Doel naar Antwerpen. Voorts moeten we de rekrutering en de opleiding afwachten om de extra mensen operationeel te kunnen inzetten. Voor een deel is dat al dit jaar. Uiteraard zullen we de inspanningen voortzetten in 2024.

De eenheden in de andere havens kunnen de problemen aldaar wel doeltreffend het hoofd bieden, aangezien die niet van dezelfde grootteorde zijn als die in de Antwerpse haven. Uiteraard monitort de federale politie de situatie, want ook in die havens is er sprake van drugstrafiek - ten bewijze de drugsvangst vorige week in de haven van Zeebrugge - en staan we in nauw contact met de betreffende havenbesturen en de korpsen aldaar.

16.03 Ortwin Depoortere (VB): U hebt waarschijnlijk gelijk dat de drugstrafiek voornamelijk via de haven van Antwerpen verloopt. De haven van Zeebrugge heeft echter wel wat andere uitdagingen. Veel meer dan andere havens wordt die haven geconfronteerd met illegale transmigranten die daar de oversteek naar het Verenigd Koninkrijk wagen. Daarom is de versterking van de scheepvaartpolitie ook daar op haar plaats.

Het is ook een goede zaak dat dankzij de steun van Defensie de DAB van Doel naar Antwerpen kan worden geheroriënteerd. Tijdelijk is echter tijdelijk. In december van dit jaar loopt die steun af en moet er opnieuw voorzien worden in voldoende capaciteit voor Doel. We zullen niet mogen talmen om de versterking die u vandaag preciseert aan een zeker tempo aan te houden voor de volgende jaren.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De voorzitter: De vragen nrs. 55034598C van de heer Aouasti, 55034905C van de heer Boukili en 55034922C van de heer De Smet worden uitgesteld. Mevrouw Matz is afwezig, dus haar vragen nrs. 55034603C en 55034653C vervallen.

17 Vraag van Yngvild Ingels aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De debriefing en de evaluatie van het crisisbeheer van de overstromingen van juli 2021" (55034680C)

17 Question de Yngvild Ingels à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "Le débriefing et l'évaluation de la gestion de la crise des inondations de juillet 2021" (55034680C)

17.01 Yngvild Ingels (N-VA): Mevrouw de minister, na de overstromingen hebt u heel snel de leercommissie Overstromingen aangekondigd. Dat was een goed idee. Later hebt u verduidelijkt dat die uit drie delen zou bestaan: de evaluatie met betrekking tot de Civiele Bescherming, de echte

leercommissie met het consortium VUB/ULB en de expertengroep, die wat ruimer zou kijken welke lessen er konden worden getrokken uit 20 jaar crisisbeheersing. Zij hebben dat hier heel grondig toegelicht. De evaluatie zoals omschreven in het koninklijk besluit van 22 mei 2019 betreffende de noodplanning werd niet gemaakt. Hetzelfde geldt voor het deel met betrekking tot de Civiele Bescherming.

Wat het deel van het consortium betreft, moeten we allebei toegeven dat dit toch een heel problematische studie was, maar dat was misschien de bedoeling. De helft van de 10 aanbevelingen die daarin staan, trappen open deuren in en de andere helft zijn verre van correct of toch niet gebaseerd op wat ik versta onder een evaluatie. Ik vind het dus heel moeilijk om dat als een evaluatie te zien of als lessen die uit die crisis kunnen worden getrokken. Gouverneur Schmitz heeft heel terecht gezegd dat het ook zijn bedoeling niet is om de overstromingen te evalueren, maar wel om veel verder te kijken.

Ik heb dus maar een vraag. Ik heb geen enkel probleem met het werk dat al is gedaan, behalve met die studie van het consortium, waarvan ik vind dat ze veel beter had gekund. Welke instantie doet nu wel de evaluatie van dit concrete geval, volgens artikel 39 van het koninklijk besluit van 2019?

[17.02] Minister Annelies Verlinden: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Ingels, wij hebben die commissies inderdaad na de overstromingen opgericht. Uit de voorstelling van het rapport blijkt intussen dat daaruit heel veel nuttige zaken gekomen zijn. Nog nooit werd een dergelijk brede analyse gemaakt van alle *hotwashes* en andere eerdere analyses, dus dat is goed. Daarnaast leggen die commissies nu de laatste hand aan aanbevelingen voor een toekomstbestendig crisisbeheer, waarbij het Crisiscentrum ook betrokken was. Een goede relatie tussen de leden van de expertencommissie en de directeur van het Crisiscentrum is van belang.

Na het crisisbeheer van de overstromingen werd de *hotwash* uitgevoerd, ook met de partners van het federaal coördinatiecomité, waarbij de informatie ook bezorgd is aan de verschillende commissies, dus die is meegenomen. Het gaat om de analyse van de eerste crisis en de daaropvolgende. Dat is trouwens een van de redenen waarom de commissies ook aanbevelingen zullen formuleren voor de *phase de rétablissement*.

Daarnaast is na de overstromingen een evaluatie uitgevoerd op het niveau van de gouverneurs die betrokken waren bij de overstromingen. Ook die informatie is bezorgd aan de commissie van eregouverneur De Witte en gouverneur Schmitz.

Het Crisiscentrum is ook nog twee keer gehoord door de commissie, eenmaal inzake het werk in het kader van de Belgische *national risk analysis* en de weerbaarheid en eenmaal voor de *lessons learned* in het kader van de grote kwalificatieoefening die we momenteel maken, waaromtrent reeds stappen zijn gezet en waarover we hopelijk ook snel het debat met het Parlement kunnen voeren. Daarnaast heeft het Crisiscentrum een bevraging uitgestuurd naar de leden van de Celeval en de COFECO. De feedback wordt nog verwerkt. Het is ook de bedoeling om op korte termijn die feedback te bespreken met de verschillende partners.

Ik wil u erop wijzen dat het Crisiscentrum in de afgelopen maanden begrijpelijkwijjs voorrang moet geven aan het effectief crisisbeheer, onder meer in het proces over de aanslagen, maar ook die dingen van een crisis die misschien niet tot de federale fase behoren, maar waarin het Crisiscentrum wel effectief betrokken was, zoals de opvang van vluchtelingen uit Oekraïne en de asielcrisis.

Ik maak van de gelegenheid gebruik om mijn dank uit te spreken voor het vele werk dat door het Crisiscentrum verricht is om Fedasil en anderen te begeleiden bij de gunningsprocedures. Dat lijkt allemaal niets, maar de logistieke operatie om die twee bijkomende centra operationeel te krijgen, is enorm. Dat is met veel ondersteuning van het Crisiscentrum gebeurd, in een opdracht die hun strikt wettelijk niet werd opgedragen, maar die zij wel voor hun rekening hebben genomen omdat ze in onze overheid het best geplaatst zijn om dat te doen.

Ik denk dat dit ook een van de zaken is die wij bij het crisisbeheer moeten bekijken. Een crisis is een relatief begrip. Er is een heel acute fase en dan heeft men alles wat ervoor en erna komt en ook de voorbereiding van een crisis of wat als een crisis wordt beschouwd in de spreekwoordelijke betekenis maar niet per se in de wettelijke betekenis. Ook daar speelt het Crisiscentrum een rol. Men mag niet

onderschatte hoeveel impact dit heeft op de werking van het Crisiscentrum.

Er zijn dus wel degelijk evaluaties gebeurd die verwerkt worden in de ruimere oefening die we nu maken.

17.03 Yngvild Ingels (N-VA): Mevrouw de minister, ik dank u voor het antwoord. Ik ben blij dat dit nog loopt, maar ik maak mij wel een beetje zorgen over de timing. Ik begrijp wel wat u bedoelt. Zij hebben inderdaad heel wat opdrachten gekregen, die niet per se de hunne waren. Dat doet mij denken aan de wet met betrekking tot het Crisiscentrum, die ook al eeuwen in de maak is. Het was toenmalig minister Milquet die het idee had om het KB voor de oprichting van het CGCCR, zoals dat vroeger heette, te herzien. Er is dus al een hele geschiedenis. Misschien moeten we daarmee ook rekening houden in het beschrijven van hun wettelijke opdrachten.

Het is jammer dat een crisiscentrum moet instaan voor het opvangen van Oekraïners. Dat is niet hun taak. Ik maak mij dus een beetje zorgen over de timing van die evaluatie. Het is stilaan twee jaar. U denkt waarschijnlijk: ze is daar weer. Ik wil geen schuldige aanduiden. Daarover gaat het niet. Ik wil, als we de volgende keer met een dergelijke ramp of zelfs maar de helft ervan worden geconfronteerd, dat we de zaken die we beter hadden kunnen doen op zijn minst de volgende keer beter kunnen doen. Dat is mijn enige bezorgdheid.

17.04 Minister Annelies Verlinden: (...)

17.05 Yngvild Ingels (N-VA): Dank u, mevrouw de minister.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.40 uur.
La réunion publique de commission est levée à 17 h 40.*